

fonction publique

numéro 218

novembre /
décembre 2011

43^e année

paraît mensuellement



L'Éducation nationale sur la sellette

Il y a des catastrophes et des crises qui vous tombent dessus, déclenchées par des forces ou des agents externes et contre lesquels il faut se défendre avec les moyens du bord le mieux que l'on peut, mais il y en a également et pas des moindres qui sont faites maison. Celle qu'affronte à l'heure actuelle le monde de l'Éducation nationale appartient à cette dernière catégorie car elle émane du Ministère de l'Éducation nationale lui-même et de son «addiction» irréprensible à vouloir en permanence tout réformer sans procéder auparavant à l'évaluation des réformes déjà mises en route, souvent au pas de course elles aussi.

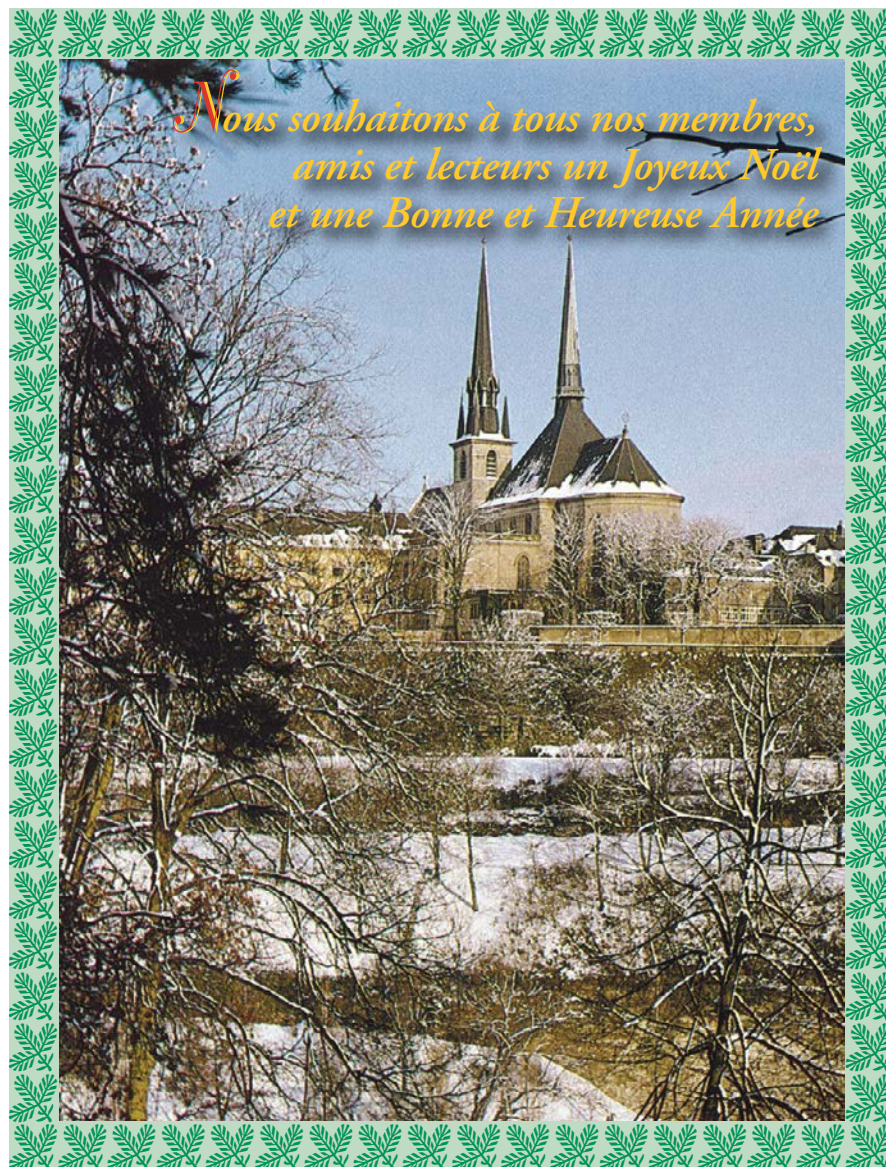
Il faut se rendre à l'évidence que la «réformite» provient d'un virus contre lequel on n'a pas encore trouvé de vaccin efficace, surtout quand il s'abat sur un malade qui jusqu'à présent au moins ne se portait pas si mal. Depuis que Pise est redevenue célèbre par la fameuse «étude penchée» effectuée par les néopédagogues de l'OCDE, institution économique remontant aux neiges d'antan, presque chaque pays apparemment se doit de l'appliquer chez soi, même si les critères correspondent à la situation réelle – comme c'est le cas chez nous – comme le lit de Procuste à une chambre d'hôtel de luxe. Et ils ne sont pas les seuls car les néophytes du Conseil de l'Europe, naufrage politique de l'époque de la Guerre froide, y ont trouvé eux aussi un nouveau créneau pour justifier leur raison d'être.

Après la réforme de l'enseignement fondamental où tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, loin s'en faut, le bon sens demande de lui laisser produire ses effets dans les écoles pendant quelque temps, de l'évaluer ensuite et de redresser ses travers avant d'entamer l'étape suivante et de commettre éventuellement les mêmes erreurs. Parallèlement à cette ligne de conduite, il faudra écouter les acteurs sur le terrain: les responsables des établissements

concernés, les enseignants – surtout ne pas les décourager mais les motiver est essentiel – car ce sont eux qui doivent après tout appliquer les nouveaux programmes, structures et méthodes dans la pratique, les élèves qui sont directement concernés et les parents qui ont, de par l'encadrement familial de leurs enfants, également leur rôle à jouer.

Cependant, avant que tous ces acteurs prennent leurs responsabilités, il faut comprendre quels sont les véritables enjeux de notre système éducatif. Nous sommes un petit pays et une toute petite minorité comme population dans l'Europe et dans le monde qui nous entourent et au sein desquels nous devons, nous et nos enfants, nous affirmer et défendre notre place au soleil qui n'est jamais acquise pour toujours. L'histoire nous enseigne que les minorités ethniques, linguistiques, religieuses, culturelles et autres n'ont de chance de se faire entendre et de survivre que si elles ne sont pas seulement égales ou équivalentes dans leur éducation et formation aux majorités qui les entourent, mais mieux entraînées et plus performantes qu'elles.

En clair, il ne faut pas abaisser la barre des performances pour imiter nos voisins mais au contraire la garder coûte que coûte très haut et même la mettre plus haut encore. Il faut être réaliste et honnête et appeler les choses par leur nom. Nous avons comme petit pays, exposé à bien des défis, quand même des atouts incontestables parmi lesquels jusqu'à présent un système éducatif performant quoiqu'on en dise, un corps enseignant à la hauteur de sa mission, un plurilinguisme que n'ont pas les autres, une ouverture d'esprit européenne authentique, une tradition séculaire à étudier au plus haut niveau à l'étranger et à y occuper des postes importants, à attirer et à bien accueillir chez nous des talents extérieurs, et bien d'autres encore. Pour maintenir et développer ces atouts, notre système d'éducation doit rester performant, c'est-



Editions Edouard Kutter

à-dire que nous devons produire une élite, non pas égoïste centrée sur elle-même, mais motivée à entraîner par son exemple la majorité prête à la suivre sans qu'il y ait en fin de peloton des laissés-pour-compte. Il faut que chacun trouve sa place dans notre communauté selon ses talents et son potentiel personnel. Pour cela, il faut, tout comme dans le monde du sport, de la discipline, un entraînement régulier et rigoureux, le goût et la fierté du travail bien fait, l'endurance à ne pas baisser les bras, l'ambition de réussir et le sens de la responsabilité sociale, c'est-à-dire l'esprit de solidarité à l'égard de ceux qui ont eu moins de chance.

Pour toutes ces raisons, il ne faut rien précipiter, mais après l'agitation

et les remous actuels, un moratoire dans les réformes serait de mise avant de jeter le bébé avec l'eau du bain. Il faut savoir arrêter la barque fragile de l'éducation et ne pas la laisser filer comme un bateau ivre à la dérive. Les enjeux pour le pays et ses jeunes sont trop importants. Des projets conçus avec de bonnes intentions en théorie sont une chose, leur mise en pratique en est une autre. Si le bât blesse sur ce point le sage y renonce pour éviter le pire. «Le chemin qui mène à l'enfer (ou qui conduit à l'abîme) est pavé de bonnes intentions» dit le proverbe. La sagesse populaire contient très souvent plus qu'un grain de vérité!!

Emile HAAG

fonction
publique

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

45. CGFP-Vorstandekonferenz: Regierung muss ihren Verpflichtungen nachkommen

Einleiten der Streikprozedur nicht ausgeschlossen

Nach der Begrüßungsansprache von CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, der bereits den Ton angab, und den Ausführungen des Ersten CGFP-Vizepräsidenten, Claude Heiser, zu den Bildungsreformen trat CGFP-Generalsekretär Romain Wolff zu seiner programmatischen Stellungnahme ans Rednerpult.

Wenn die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkomme, drohe im öffentlichen Dienst ein weitreichender Sozialkonflikt, meinte am Montag, dem 5. Dezember 2011, vor der 45. Vorstandekonferenz CGFP-Generalsekretär Romain Wolff mit Blick auf das Reformvorhaben in der öffentlichen Funktion. Das von Regierungsseite vorgelegte und mehr als 1.000 Seiten umfassende Reformpapier weiche gerade in den entscheidenden Punkten vom Verhandlungsergebnis ab, was keinesfalls stillschweigend hingenommen würde. Und Romain Wolff wörtlich: „Die Regierung ganz alleine hält das Heft in der Hand. Und wenn sie ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, werden wir alle auf die Straße gehen, um unseren Unmut auszudrücken.“

Neben allgemeinen wirtschaftspolitischen Betrachtungen und einem detaillierten Rückblick auf das Jahr 2011 mit all seinen Krisen und Katastrophen zog sich die bevorstehende Reform in der öffentlichen Funktion in der Tat wie ein roter Faden durch die Standortbestimmung von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Dabei wurde vor allem eins deutlich, und zwar dass es die Regierung, nicht aber die CGFP gewesen sei, die eine Reform einer solch weitreichenden Tragweite durchführen wollte. Dass sich die CGFP dabei von Anfang an gegen eine Senkung der Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst zur Wehr gesetzt habe, sei eine Tatsache. Und wenn es am vergangenen 15. Juli zur Unterzeichnung eines Reformpapiers gekommen sei, dann nur, weil die Regierung nach langwierigen und in der Sache harten Diskussionen zu Zugeständnissen bereit gewesen sei.



Foto: Steve Heiliger

Nun aber gehe es darum, dass sich die Regierung bei der Umsetzung auch an ihre Zusagen halte. Das gelte zunächst einmal für die Reform der Anwärterzeit, bei der es nicht nur darum gehe, die Entschädigungen der angehenden Beamten zu kürzen, sondern die sogenannte Stage- als wirkliche Ausbildungszeit derart zu gestalten, dass sie ihren Namen auch verdiene. Dass es im Gegenzug weder beim Anfangsgehalt noch im Verlauf einer Karriere zu Verschlechterungen kommen dürfe, sei für die CGFP eine grundlegende Voraussetzung für eine Vereinbarung gewesen. Und ihre Zusage zur Neuordnung der Beförderungen sei nur unter der Vorbedingung erfolgt, dass hier genau wie im derzeitigen System die Automatismen erhalten blieben.

Auch was den neu einzuführenden Bewertungsmechanismus angehe, trage das nun erarbeitete Reformvorhaben den Abmachungen keineswegs Rechnung. Bei der nun vorgelegten Fassung handle es sich noch immer um „ein bürokratisches Monster“, einen Mechanismus, der, gekoppelt an aufwändige

Mitarbeitergespräche, weit über die Abmachungen hinausziele.

Und aus all diesen Überlegungen heraus könne die CGFP dem Reformvorhaben in seiner jetzigen Form keinesfalls zustimmen. Sie verlange ganz im Gegenteil, dass das Papier in allen Punkten so überarbeitet werde, dass es dem Verhandlungsergebnis auch entspreche. Und Romain Wolff sichtlich empört: „D'CGFP ass nèt d'accord, d'Regierung kënnt hiere Verpflichtungen nèt no, dat hei muss vu Grond op iwwerschafft ginn!“ Und sollte das nicht erfolgen, so der CGFP-Sprecher noch deutlicher, komme es unweigerlich zu einem Streitfall, das heiße zur Einleitung der Streikprozedur.

Mit Blick auf die zum Jahresende anstehende Tripartite-Runde versäumte es Romain Wolff nicht, die Haltung der CGFP in der viel diskutierten Index-Frage noch einmal deutlich zum Ausdruck zu bringen. Strukturelle Veränderungen am Index-Mechanismus werde es mit der CGFP keine geben, so die klare Aussage. Ebenso werde die CGFP dem von Arbeitgeberseite ins Gespräch

gebrachten Moratorium so nicht zustimmen. Gerade in einer Zeit, in der die Gesamtsteuerlast immer mehr von den Unternehmen auf die natürlichen Personen übertragen werde, könne es nicht angehen, dass die Beschäftigten wieder einmal für schwerwiegende Fehler, die in den Chefetagen großer Konzerne begangen worden seien, aufkommen müssten. Und zum zweiten sei es nicht die automatische Anpassung der Löhne und Gehälter an die Inflation, die Probleme bereite, stünden doch am Anfang immer die Preiserhöhungen.

Aus aktuellem Anlass verfehlte es Romain Wolff nicht, eine Sympathiebekundung mit den in der Stahlindustrie beschäftigten Stahlarbeitern zum Ausdruck zu bringen, dies im Vorfeld des Warnstreiks vom 7. Dezember. Harte Worte richtete der CGFP-Generalsekretär an die Führungsspitze von ArcelorMittal, für die einzig und allein die Dividende der Teilhaber zähle. Mit den Stahlarbeitern wolle sich die CGFP solidarisch zeigen, „weil diese um ihre Zukunft, ja um ihre Existenz bangen müssen.“ Und Romain Wolff sichtlich verärgert: „D'Rechter vun de schaffende Leit esou mat Féiss ze trëppelen, ass e regelrechten Affront!“

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass – ebenfalls aus aktuellem Anlass – die bevorstehende Schulreform im Sekundarunterricht Gegenstand der diesjährigen CGFP-Vorstandekonferenz war. In einem an die anwesenden Delegierten verteilten Informationspapier brachten die beiden, der CGFP angeschlossenen Lehrerverbände FEDUSE und SNE ihre Kritikpunkte an der Schulreform und Verbesserungsvorschläge zum Ausdruck.

Betreffend die im Anschluss an die Ausführungen von der Vorstandekonferenz gutgeheißen Resolution wollen wir auf unsere Internet-Seite verweisen www.cgfp.lu, Rubrik: „Documents“. In ihrer Januar-Ausgabe wird „fonction publique“ noch einmal ausführlich auf die 45. CGFP-Vorstandekonferenz zurückkommen. **s.h.**

Réforme de l'horaire mobile

Plus de souplesse et meilleure conciliation de la vie professionnelle avec la vie privée

Le nouveau règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'Etat vient d'être publié. L'ensemble des administrations et services de l'Etat doivent appliquer l'horaire mobile depuis le 1^{er} décembre 2011.

Par accord du 15 juillet 2011 conclu dans le cadre des négociations salariales, le Gouvernement s'est engagé à intégrer dans le nouveau texte les remarques fondamentales formulées par la Chambre des fonctionnaires et employés publics dans son avis du 6 avril 2011.

Grace à cette intégration, le projet définitif de règlement en question permet à l'avenir une meilleure conciliation de la vie privée avec la vie professionnelle.

Dans cet esprit, le nouvel article 5 prévoit qu'au lieu de 8:30 heures, la plage fixe matinale commencera à 9:00 heures et se terminera, comme c'est le cas aujourd'hui, à 11:30 heures, la plage fixe de l'après-midi restant sans changement. Sur l'insistance de la CHFEP ensemble avec la CGFP, l'horaire de la plage fixe de l'après-midi, dont la fin était initialement prévue pour 16:30 heures, ne sera pas modifié, et donc s'étendra de 14:30 heures à 16:00 heures, comme c'est actuellement le cas.

Suite au décalage du début de la plage fixe matinale, l'amplitude de la durée de travail journalier s'étendra à l'avenir de 7:00 heures à 19:30 heures. Pour la même raison, la plage mobile de la fin de la journée s'étendra de 16:00 heures à 19:30 heures, tandis que les deux autres plages mobiles resteront sans modification.

Enfin quant aux horaires, il y a lieu de constater que l'horaire de la coupure de midi et celle de repos journalier, ainsi que les heures d'ouverture de l'administration n'ont pas été modifiés.

En plus de son esprit conciliateur, le nouveau règlement se caractérise par une souplesse accrue. Dans ce sens, il confère au chef d'administration la possibilité d'autoriser, dans l'intérêt du service, les agents occupés à tâche partielle à raison de six heures par jour (service à temps partiel à raison de 75 %) de travailler la totalité de leurs heures journalières d'affilé, sans devoir faire une pause de midi (la fameuse «coupure de midi»). De manière exceptionnelle et en cas de contrainte de service, la pause de midi de certains agents peut être réduite à une demi-heure. Ces dispense et mesure devront intervenir par voie de règlement interne (l'article 5 (3) du projet de règlement). Il est toutefois à préciser que la coupure de midi d'au moins une heure reste le principe et le fonctionnaire doit

l'observer, sauf à en être dispensé dans les hypothèses ci-dessus mentionnées.

Quant au règlement interne, le texte prévoit qu'il devra désormais être soumis au préalable à la représentation du personnel de l'administration concernée, ce qui permet une meilleure prise en compte de l'avis des agents concernés (l'article 11 du texte coordonné du projet de règlement).

En ce qui concerne le solde positif du dépassement de la durée mensuelle de travail, il pourra dorénavant s'élever jusqu'à quarante heures (l'article 8 du texte coordonné du projet de règlement). A côté de l'actuelle possibilité pour l'agent de faire convertir les quatre heures de son solde positif en une demi-journée de congé de récréation, le nouvel article 8 lui permet de prendre une journée entière de congé pour compenser les huit heures du solde. Le commentaire des articles afférent renvoie aux dispositions du projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte d'épargne-temps (CET) dans la Fonction publique (le projet de loi n° 6233 déposé le 16 décembre 2010 par le ministre de la Fonction publique). Selon l'article 7(e) du projet de loi en question, «à la demande de l'agent, qui est à adresser au chef d'administration, peuvent être affectés au CET les éléments suivants: (...) le solde positif de quatre ou de huit

heures par mois comptabilisé conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les administrations de l'Etat». Ainsi, l'agent concerné dispose d'une option «soit de prendre une journée de congé de récréation, soit d'alimenter son compte épargne-temps de huit heures, soit de prendre une demi-journée de congé et d'alimenter son compte épargne-temps de quatre heures» (cf. commentaire sous l'article 8 du projet de règlement).

Quant à la bonification des heures de service, l'article 9 (2) du texte coordonné du projet de règlement impose désormais la prise en compte pour le décompte mensuel des absences en vertu d'une dispense de service pour effectuer les soins prescrits par un médecin et pris en charge par la Caisse nationale de Santé.

Il y a enfin lieu de signaler, parmi les points les plus importants du futur règlement, qu'une sanction pourra être infligée en cas de non respect répété des règles sur l'horaire mobile. Elle consistera à imposer au fonctionnaire fautif un horaire de travail fixe pour une durée maximale de trois mois (l'article 3, alinéa 4 du texte coordonné du projet de règlement). Des poursuites disciplinaires pourront en outre être engagées. **A.C.**

CGFP warnt vor Hauruckverfahren

Entwurf entspricht nicht Übereinkommen

Trotz der wirtschaftlich widrigen Rahmenbedingungen war es der CGFP zur Jahreshälfte nach langwierigen und in der Sache zum Teil harten Diskussionen gelungen, mit der Regierung ein Besoldungsabkommen zu erzielen, das dem öffentlichen Dienst die Fortführung einer kontinuierlichen materiellen Besserstellung sichert. Geeinigt werden konnte sich auf eine Gehälterübereinkunft, die für 2013 eine Punkterhöhung von 2,2 Prozent sowie für 2012 eine einmalige Prämie auf dem Jahresgehalt von 0,9 Prozent, die zur Jahreshälfte ausbezahlt wird, vorsieht. Zudem hatte die CGFP eine wiederholte von ihr erhobene Forderung, nämlich die Abschaffung der Krisensteuer von 0,8 Prozent zum 1. Januar 2012, durchsetzen können. Zu den sozialen Verbesserungen gehören für 2011 des Weiteren die Erweiterung des Sozialurlaubs von derzeit vier auf künftig acht Stunden im Monat sowie die Schaffung von zwei zusätzlichen Kindertagesstätten. Hinsichtlich dieses mit der Regierung beschlossenen Abkommens drängt die CGFP nun auf die unverzügliche Umsetzung der darin enthaltenen Maßnahmen und appelliert einmal mehr an die Regierung, der Abgeordnetenkammer die entsprechenden Texte schnellstmöglich zum Votum vorzulegen.

Des Weiteren war es der CGFP gelungen, dass die im Koalitionsabkommen enthaltenen sektoriellen Reform-

maßnahmen wie die Neugestaltung der Gehälterstruktur, die Einführung eines Beurteilungsmodus und die Neuordnung der Stage-Zeit mit den sektoriellen Fachorganisationen ausgehandelt würden, wozu sich die Regierung auch verpflichtet hatte, damit diese in die Lage versetzt werden, ihre Verantwortung zu übernehmen.

Was nun die ebenfalls im vergangenen Juli getroffene Vereinbarung betreffend die Reform des öffentlichen Dienstes angeht, wird es die CGFP keinesfalls zulassen, dass verschiedene Maßnahmen anders als abgestimmt zur Anwendung gelangen. Die CGFP wird mit peinlicher Genauigkeit darauf achten, dass im Nachhinein keine Verschlechterungen im Reformpaket ihren Niederschlag finden. Die CGFP erinnert die Regierung an ihre Zusagen und Verpflichtungen und besteht mit Nachdruck darauf, dass diese auch eingehalten werden.

Zu den im nun vorgelegten Entwurf enthaltenen Punkten, mit denen sich die CGFP keinesfalls einverstanden erklären kann, zählt zunächst einmal die Anwendung des von Regierungsseite in Vorschlag gebrachten Korrektionsmechanismus, der insbesondere die aufgrund der Abschaffung des „âge fictif“ zu erwartenden Einbußen ausgleichen soll. Entsprechend der Abmachungen dürfe dieser Mechanismus nicht nur zum Zeitpunkt der Festanstellung spielen, sondern müsse während der gesamten

Laufbahn Einbußen wettmachen, fordert die CGFP. Alles andere käme Beeinträchtigungen während der gesamten Laufbahn gleich, was aber auch zu keinem einzigen Zeitpunkt Gegenstand der Gespräche war.

Die im Drei-Jahres-Rhythmus zu erfolgenden Beförderungen im neu zu schaffenden „niveau supérieur“, dem heutigen „cadre fermé“ also, müssen laut CGFP verbindlich sein. Demzufolge muss, nach Auffassung der CGFP, ganz im Sinne der Verhandlungen, ein Automatismus geschaffen werden.

Hinsichtlich der Reform der Stage-Zeit, erinnert die CGFP daran, dass sie dieser Maßnahme nur unter der Bedingung zugestimmt hat, dass die Praktikantenausbildung derart reformiert werden müsse, dass sie ihrem Namen auch gerecht würde, was aus dem nun vorgelegten Entwurf so nicht hervorgehe. Auch sei es nicht hinnehmbar, dass Bedienstete, die aufgrund ihres Studiums kein Praktikum absolvieren müssen, während der ersten drei Dienstjahre dennoch wie Praktikanten entschädigt würden.

Den nun in abgespeckter Form vorgelegten Bewertungsmechanismus wertet die CGFP nach genauer Prüfung noch immer als unsinnig, diskriminierend sowie allzu personal- und arbeitsintensiv. Die ebenfalls im Reformvorhaben vorgesehene Beurteilung von Beamten in höheren Positionen riskiert laut CGFP, so manches juristisches Nachspiel zu

bekommen. Ganz im Interesse der von ihr vertretenen Mitglieder hat die CGFP den entsprechenden Fragenkatalog zu all diesen und weiteren Punkten an die für den öffentlichen Dienst verantwortlichen Regierungsmitglieder weitergeleitet. Er soll die Grundlage bilden für weitere Gespräche.

Parallel dazu hat die CGFP bei der Regierung darauf gedrängt, dass die Fristen für die sektoriellen Verhandlungen der Fachverbände und die Abgabe der entsprechenden Gutachten verlängert werden müssten, was mittlerweile auch passiert ist.

Die CGFP vertritt die Ansicht, dass die Komplexität der Materie tiefgreifende, kontradiktorische Analysen erforderlich macht.

Für die CGFP ist es keinesfalls hinnehmbar, dass die Prozedur überstürzt werde und die Berufsverbände vor vollendete Tatsachen gestellt würden, nachdem es ihr schon im Vorfeld gelungen war, die Regierung zu Zugeständnissen hinsichtlich der Neugestaltung der Stage-Zeit und der Einführung eines Bewertungssystems zu bewegen.

In diesem Zusammenhang warnt sie nun davor, das Reformvorhaben im Hauruckverfahren durchpeitschen zu wollen, was unweigerlich zu sozialpolitischer Unruhe und Spannungen im öffentlichen Dienst führen würde.

s.h.

„Bëllegen Akt“: CGFP verlangt sozial gerechte Lösung

CGFP-Führung zum Gespräch bei den Ministern Luc Frieden und Marco Schank

Der Zugang zum Eigenheim ganz allgemein und die von Regierungsseite beabsichtigte Neuregelung der Zugangskriterien zum sogenannten „Bëllegen Akt“ im Besonderen waren am Mittwoch, dem 16. November, die zentralen Themen eines konstruktiv und in aufgeschlossener Atmosphäre geführten Meinungsaustauschs der CGFP-Spitze mit den für den Wohnungsbau und die Staatsfinanzen verantwortlichen Ressortministern Marco Schank und Luc Frieden. Die auf Drängen der CGFP zustande gekommene Unterredung gab den CGFP-Verantwortlichen denn auch die Gelegenheit, ihre Haltung und Bedenken insbesondere hinsichtlich der beabsichtigten Neugestaltung des „Bëllegen Akt“ noch einmal deutlich zum Ausdruck zu bringen.

Zunächst einmal begrüßten es die CGFP-Vertreter, aufgrund ihrer mehrfach geäußerten Einwände zu der in ihren Augen unsozialen Neuregelung der Zugangsbestimmungen zum „Bëllegen Akt“ endlich Gehör gefunden zu haben. Dass dem energetischen und umweltgerechten Bauen und Sanieren in unserer heutigen Zeit ein ganz besonderes Augenmerk zukommen müsse, diese Auffassung vertraten im Übrigen auch die CGFP-Vertreter. Gewarnt wurde allerdings davor, solche Fördermaßnahmen,

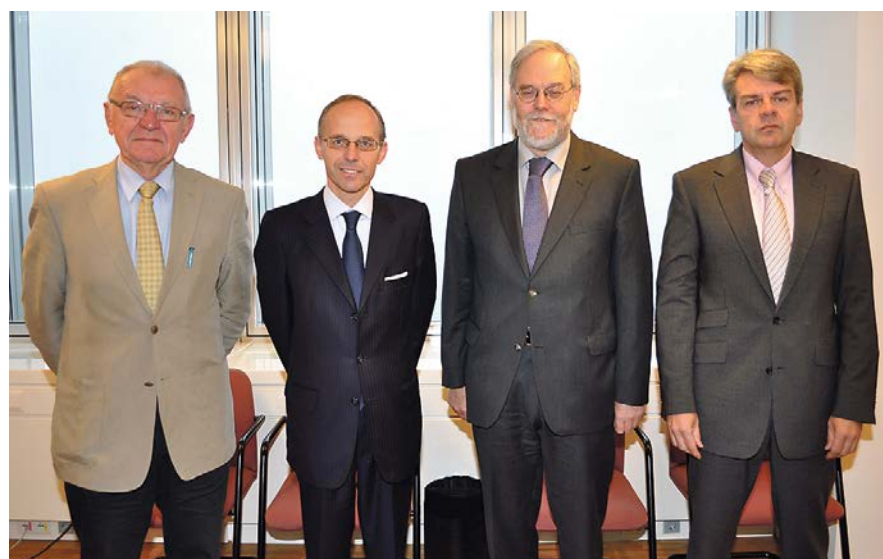


Foto: Steve Heiliger

wie nun beabsichtigt, an die Bewilligung von bereits bestehenden Steuerbegünstigungen koppeln zu wollen. Genau das sehe der nun vorgelegte Gesetzesentwurf allerdings vor, werde dieser Steuervorteil in seiner Gesamtheit nach dem nun vorgelegten Entwurf in Zukunft nur noch bei der Verwirklichung von Wohnraum oder der Sanierung von Altbauten ab einer bestimmten Energieklasse gewährt.

Dass dies insbesondere auf Kosten der zahlreichen Klein- und Mittelverdiener ginge, die sich mit knapper Not vielleicht noch eine herkömmlich konzipierte Wohnung leisten könnten, zeigte die CGFP-Führung anhand von konkreten Beispielen auf. Dass das Regierungsvorhaben offensichtlich nicht bis zum Ende durchdacht worden sei, machte die CGFP noch einmal am Beispiel eines Mehrfamilienhauses deutlich,

wo alle Miteigentümer zu einer Altbausanierung bereit sein müssten, damit der Besitzer einer einzelnen in diesem Mehrfamilienhaus befindlichen Wohnung in den Genuss des integralen „Bëllegen Akt“ komme.

Kritik übte die CGFP auch an der Tatsache, dass diese staatliche Fördermaßnahme künftig auf einer Hypothese basieren solle, nämlich auf der Annahme, dass der Antragsteller seine Immobilie in einem bestimmten Zeitraum den energetischen Erfordernissen anpassen solle, ansonsten er den zunächst integral zugestandenen „Bëllegen Akt“ zur Hälfte, einschließlich Zinsen, rückerstatten müsse. Mit der so viel gepriesenen Verwaltungsvereinfachung habe eine solche Vorgehensweise sicherlich nicht allzu viel gemein, kritisierten die CGFP-Vertreter.

Aus dem mit den Ministern Frieden und Schank geführten Gespräch ging allerdings auch hervor, dass sich die CGFP nicht grundsätzlich einer Neuregelung des „Bëllegen Akt“ verschließe, solange dadurch keine unsozialen Folgen zu erwarten seien.

Allein schon aus diesem Grunde müsse eine Lösung angestrebt werden, die gerade den sozialen Kriterien gerecht würde.

s.h.



S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1

CGFP fordert Anpassung des Reformpapiers

Aus dem CGFP-Nationalvorstand

Die Reform des öffentlichen Dienstes müsse genauso umgesetzt werden, wie sie zur Jahreshälfte zwischen Regierung und CGFP ausgehandelt worden sei, lautete die unmissverständliche Botschaft vom jüngsten CGFP-Nationalvorstand, der sich fast ausschließlich mit dem nun vorgelegten Regierungsentwurf eben zur Durchführung einer solchen Reform befasste. An die CGFP-Führungsspitze erging dann auch der Appell, mit peinlicher Genauigkeit darauf zu achten, dass gerade diejenigen Punkte, die nach Darstellung der CGFP vom Verhandlungsergebnis abweichen, auch so umgesetzt würden, wie in den Verhandlungen und dem daraus abgeleiteten Reformpapier vereinbart, dies im Sinne einer weiteren Verbesserung des Dienstes am Bürger.

An Punkten, mit denen sich die CGFP keinesfalls einverstanden erklären könne, mangle es denn auch nicht. Da wäre zunächst einmal die Herabsetzung der an die Praktikanten zu zahlenden Entschädigungen während der Stage-Zeit, der die CGFP nur unter der Bedingung zugestimmt habe, dass die Anwärterperiode derart reformiert werden müsse, dass sie ihrem Namen auch gerecht würde. Es könne jedenfalls nicht angehen, dass auf diese Weise billige Arbeitskräfte „produziert“ würden, die bei weniger Gehalt dasselbe leisten müssten wie ihre vereidigten Beamtenkollegen. Eine solche Entwicklung stünde in krassem Widerspruch zu der zwischen Regierung und CGFP getroffenen Vereinbarung und würde auf keinen Fall stillschweigend hingenommen.

Was dann das eigentliche Anfangsgehalt nach Beendigung der Stage-Zeit betreffe, dürfe dieses – wie in den Verhandlungen beschlossen – auf keinen Fall gesenkt werden. Im Klartext bedeute dies, dass der zu diesem Zweck von Regierungsseite vorgeschlagene Korrektionsmechanismus, der insbesondere die aufgrund der Abschaffung des „âge fictif“ zu erwartenden Einbußen ausgleichen soll, nicht nur zum Zeitpunkt der Festanstellung, sondern während der gesamten Laufbahn spielen müsse. Die CGFP jedenfalls werde genauestens darauf achten, dass der Korrektionsmechanismus, wie vereinbart, so angewendet würde, dass es – im Vergleich zum heutigen Gehaltsniveau – zu keinerlei Einbußen komme – und das über eine ganze Laufbahn gesehen.



Im Rahmen einer Unterredung mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitgliedern konnte die CGFP-Führung ihre Einwände zum Reformvorhaben noch einmal deutlich zum Ausdruck bringen

Foto: Steve Heiliger

Die Anwendung der im Drei-Jahres-Rhythmus automatisch zu erfolgenden Beförderungen im neu zu schaffenden „niveau supérieur“, dem heutigen „cadre fermé“ also, müsse laut CGFP verbindlich werden. Nach Auffassung der CGFP-Delegierten enthalte der von Regierungsseite vorgelegte Entwurf gerade in diesem Punkt einfach zu viele „Vielleichts“, die – ganz im Sinne der mit der CGFP eingegangenen Vereinbarungen – durch Verbindlichkeiten, d.h. Rechtsansprüche darauf, ersetzt werden müssten.

Stichwort Bewertungssystem: Auch den nun in abgespeckter Form vorgelegten Beurteilungsmechanismus wertet die CGFP nach genauer Prüfung noch immer als zu personal- und zu arbeitsintensiv und diskriminierend. Selbst die nun zurückbehaltene Fassung stehe noch immer in krassem Gegensatz zu der so viel gepriesenen Verwaltungsvereinfachung, hieß es. Auch könne es nicht angehen, dass bestimmte Berufsgruppen aufgrund der Umsetzung benachteiligt würden. Sollte sich bei der endgültigen Erstellung der Texte zeigen, dass die Anwendung stellenweise mehr Probleme schafft als sie deren löst, erwarte die CGFP, dass die Regierung einfach auf die Einführung bestimmter Maßnahmen wie eben die Umsetzung eines Bewertungssystems verzichte.

Nachdem nun auch die sektoriellen CGFP-Fachverbände über die erarbeiteten Texte verfügten, müsse ihnen die Möglichkeit gegeben werden, in Kenntnis der genauen Sachlage und der Auswirkungen ihre berechtigten karrierespezifischen Anliegen und Forderungen zum Ausdruck zu bringen, denen dann auch Rechnung zu tragen sei. Aus diesem Anlass erneuerte der CGFP-Nationalvorstand denn auch seine Forderung, dass alle CGFP-Fachverbände, die eine Unterredung, sei es bei den für den öffentlichen Dienst verantwortlichen Regierungsmitgliedern oder bei den für sie zuständigen Ressortministern, beantragt haben, diese auch wahrnehmen dürfen.

Was nun das ebenfalls im vergangenen Juli zwischen Regierung und CGFP unterzeichnete Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst betrifft, besteht die CGFP mit Nachdruck auf der unverzüglichen Umsetzung der in diesem Abkommen enthaltenen Punkte. Dabei geht es insbesondere um sozialpolitische Verbesserungen wie die Erweiterung des Sozialurlaubs von derzeit vier auf künftig acht Stunden im Monat und die Schaffung von zwei zusätzlichen Kindertagesstätten.

Stichwort Wohnungsbau: Die CGFP begrüßt es, aufgrund ihrer mehrfach

geäußerten Einwände zur unsozialen Neuregelung der Zugangsbestimmungen zum sogenannten „Béllegen Akt“ endlich Gehör gefunden zu haben. Auf Drängen der CGFP ist es mittlerweile zu einer diesbezüglichen Unterredung sowohl mit dem Wohnungsbau- als auch mit dem Finanzminister gekommen, in deren Verlauf die CGFP ihre Bedenken und Forderungen noch einmal deutlich machen konnte (Siehe S. 4).

Erinnert wurde daran, dass die CGFP keinesfalls Einwände gegen staatliche Fördermaßnahmen hin zu einer energiebewussten Bauweise habe. Kritisiert wurde vielmehr die Absicht, die Bewilligung einer bereits bestehenden Steuervergünstigung an diese Kriterien koppeln zu wollen, worunter insbesondere Klein- und Mittelverdiener zu leiden hätten. Dass das Regierungsvorhaben in der Tat nicht bis zum Ende durchdacht worden sei, machte die CGFP noch einmal am Beispiel eines Mehrfamilienhauses deutlich, wo alle Miteigentümer zu einer Altbausanierung bereit sein müssten, damit der Besitzer einer einzelnen, in diesem Mehrfamilienhaus befindlichen Wohnung in den Genuss des integralen „Béllegen Akt“ kommen könne. Und daher erneuerte der CGFP-Nationalvorstand auch seine Forderung, die Zugangskriterien zum „Béllegen Akt“ unverändert zu lassen. **s.h.**

„Keine voreiligen Schlüsse ziehen“

Berufskammer der öffentlichen Bediensteten und CGFP trafen Budgetberichterstatte Gilles Roth

Im Rahmen eines ausgedehnten Gesprächs mit dem parlamentarischen Budgetberichterstatte, Gilles Roth, haben die Berufskammer der öffentlichen Bediensteten und die CGFP ihre Haltung zum Etat-Entwurf 2012 der Regierung und zu Fragen der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Aktualität dargelegt.

Dass gerade in Krisenzeiten die staatlichen Investitionen auf einem hohen Niveau gehalten werden müssten, darüber stimmten beide Seiten überein. Bereits in den vergangenen Jahren sei es dank einer antizyklischen Ausrichtung des Staatshaushaltes gelungen, die Finanzmarktkrise und deren Folgen wirksam abzufedern, die Wirtschaft wieder anzukurbeln und auf diese Weise Arbeitsplätze zu sichern.

Ebenso wichtig seien aber auch kaufkraftfördernde Maßnahmen, die nicht nur den privaten Haushalten nützen, sondern obendrein auch noch dem einheimischen Handel und Handwerk zugute kämen.

Bedauert wurde in diesem Zusammenhang von Seiten der Berufskammer und der CGFP, dass die Steuerlast immer mehr von den Gesellschaften auf die natürlichen Personen übertragen würde. Hingewiesen wurde in diesem Zusammenhang auch auf die Nicht-Anpassung der Steuertabelle an die Preisentwicklung, was letztlich einer schleichenden Steuererhöhung gleichkomme.

Andere Themen im Gespräch mit Gilles Roth und seinen engsten Mitarbeitern waren der Tanktourismus und dessen Auswirkungen auf die Staatsfinanzen, Kinderbetreuungsmaßnahmen zugunsten von finanziell schwachen Familien und die insbesondere aus dem elektronischen Handel zu erwartenden Mehrwertsteuerbezüge.

Auch wurde vor unüberlegten und voreiligen Schlüssen gewarnt, noch bevor die weiteren Entwicklungen absehbar seien.

s.h.



Im Zuge eines ausgedehnten Gesprächs mit dem parlamentarischen Budgetberichterstatte, Gilles Roth, haben die Berufskammer der öffentlichen Bediensteten und die CGFP ihre Haltung zum Etat-Entwurf 2012 der Regierung und zu Fragen der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Aktualität dargelegt

Foto: Steve Heiliger

CGFP und FGFC ziehen an einem Strang

Nachbesserungen am Reformvorhaben unerlässlich

Die bevorstehende Reform der öffentlichen Funktion und deren Auswirkungen auf den kommunalen Sektor waren die Kernthemen eines ausgedehnten Meinungsaustauschs zwischen den Führungsspitzen von CGFP und FGFC, der einzigen national repräsentativen Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Durch einen im Jahre 2000 geschlossenen Kooperationsvertrag sind CGFP und FGFC bekanntlich eng miteinander verbunden.

Bei ihren rezenten Gesprächen erneuerten beide Berufsorganisationen denn auch eine jüngst mehrfach erhobene Forderung, nämlich dass die Reform des öffentlichen Dienstes auch so umgesetzt werde wie vereinbart. Abweichungen vom Verhandlungsergebnis im Sinne von Einschnitten gegenüber des bestehenden Beamtendienstrechts würden jedenfalls nicht stillschweigend hingenommen, so die unmissverständliche Haltung von CGFP und FGFC. So könne es beispielsweise nicht angehen, dass während der Praktikantenzeit in puncto Ausbildung „alles beim alten“ bliebe, die Bezüge allerdings um bis zu 20 Prozent gekürzt würden. Letztlich habe die CGFP diesem Punkt nur zugestimmt unter der Bedingung, dass die *Stage*-Zeit derart reformiert würde, dass sie ihrem Namen auch gerecht werde, und die eigentlichen Anfangsgehälter unangetastet blieben.

Stichwort Bewertungssystem: Hin- und hergewiesen wurde vonseiten der FGFC auf die atypische Situation der Gemeindebediensteten, die im Gegensatz zu den Staatsbediensteten weitaus dichter an der Politik dran seien. Laut Abkommen soll die Politik ja bekanntlich nicht in den Bewertungsmechanismus ein-



Die bevorstehende Reform der öffentlichen Funktion und deren Auswirkungen auf den kommunalen Sektor waren die Kernthemen eines ausgedehnten Meinungsaustauschs zwischen den Führungsspitzen von CGFP und FGFC

Foto: Steve Heiliger

greifen, um so eine Verpolitisierung der Verwaltung zu vermeiden. Laut Kommunalgesetz aber übe der Schöffenrat gleichzeitig die Funktion des Personalchefs aus. Es wäre also schwierig, wenn nicht unmöglich, die Kommunalpolitiker bei der Bewertungsprozedur außen vor zu lassen. Besonders in kleineren Gemeinden mit sehr schlanken hierarchischen Strukturen bereite die Einführung eines solchen Mechanismus große Schwierigkeiten. Ohne Garantien gegen politische Willkür respektive Favoritismus werde die FGFC eine klare ablehnende Haltung einnehmen.

Insgesamt werten CGFP und FGFC die nun vorgelegte Fassung eines Bewertungsmechanismus und die damit ver-

bundenen Mitarbeitergespräche noch immer als unsinnig, da diskriminierend und viel zu arbeits- und personalintensiv.

Nachbesserungen fordern CGFP und FGFC aber auch in Bezug auf den von Regierungsseite vorgeschlagenen Korrektionsmechanismus, der nach Ansicht der Gewerkschaften nicht nur zum Zeitpunkt der Festanstellung, sondern während der gesamten Laufzeit spielen müsse. Die im Drei-Jahres-Rhythmus zu erfolgenden Beförderungen im neu zu schaffenden „*niveau supérieur*“, dem heutigen „*cadre fermé*“ also, müssten, wie vereinbart, durch die Einführung von Automatismen verbindlich werden.

Weitere Themen, mit denen sich CGFP und FGFC befassen, waren die

Fortführung der automatischen Lohnanpassungen als Garant des Kaufkrafterhalts, die Lage auf dem nationalen Immobilienmarkt mit noch immer steigenden Bauland- und Immobilienpreisen sowie die bevorstehende Pensionsreform und deren Auswirkungen auf den öffentlichen Sektor.

Schließlich richteten CGFP und FGFC einen eindringlichen Appell an die politisch Verantwortlichen, die in der Gehältervereinbarung von Juli 2011 enthaltenen Bestimmungen, unabhängig von der Gehälterreform, unverzüglich umzusetzen und der Abgeordnetenkammer die entsprechenden Texte schnellstmöglich zum Votum vorzulegen.

s.h.



- parteipolitisch unabhängig
- ideologisch neutral
- repräsentativ
- dynamisch
- erfolgreich
- 28 000 Mitglieder

Ihre Berufsvertretung

Beim Wort genommen!

Liebenswürdigkeiten aus der LW-Redaktion

„(...) eine im Staatsapparat wuchernde bürgerfeindliche Bürokratiwillkür (...)“

„(...) vor staatlicher Allmacht und der ebenso undurchschaubaren wie un-persönlichen Legalitätsprinzip verschanzenden Verwaltungsdiktatur (...)“

„(...) eine Fülle von Schwachstellen im hochgelobten Rechtsstaat Luxemburg (...)“

„(...) Anonymität von Staatsmacht und Verwaltungsapparat (...)“

Marcel Kieffer,
Luxemburger Wort, 12.11.2011

Zum 1. Januar 2012

Pensionen steigen um 0,95 Prozent

Wie bereits in unserem Rundschreiben von November angekündigt, werden die Pensionen zum 1. Januar 2012 um weitere 0,95 Prozent steigen.

Nachdem die Pensionen der Ruheständler und Hinterbliebenen bereits zum 1. Januar 2011 um 0,95 Prozent angehoben wurden, wird nun, mit Wirkung zum 1. Januar 2012, eine zweite Teilanpassung, ebenfalls um 0,95 Prozent, fällig. Durch dieses sogenannte „Ajustement“ sollen bekanntlich auch die Pensionierten ihren gerechten Anteil an der allgemeinen Gehalts- und Lohnentwicklung bekommen.

Erinnern wir daran, dass die CGFP die im Rahmen der Tripartite beabsichtigte Maßnahme, die Anpassung der Renten und Pensionen in den

Jahren 2011 und 2012 ganz ausfallen zu lassen, erfolgreich abwehren konnte. Wäre diese Aufwertung, wie von bestimmter Seite gefordert, nämlich vollends ausgesetzt worden, hätte es in diesen beiden Jahren überhaupt keine Anpassung gegeben.

Die CGFP jedenfalls wird sich auch künftig mit aller Entschlossenheit dafür einsetzen, dass den im Ruhestand lebenden Kollegen, den Witwen und Hinterbliebenen diese geschuldete und ohnehin erst nachträglich vorgenommene Anpassung zuteil wird und das „Ajustement“ in Zukunft wieder völlig normal, d.h. im gewohnten Zwei-Jahres-Rhythmus, erfolgt.

s.h.

Chambre des fonctionnaires et employés publics

Pour une politique financière stable

Plaidoyer contre les pressions patronales

Dans son avis relatif à la loi budgétaire pour 2012, fort d'une soixantaine de pages, la Chambre des fonctionnaires et employés publics situe l'état de nos finances publiques à la fois dans le contexte des circonstances économiques actuelles du Luxembourg et de l'Europe et dans celui de l'évolution des moyen et long termes.

Les derniers mois ont replongé notre continent dans des perspectives franchement maussades et susceptibles de nous réserver encore de vilaines surprises, en raison tant de l'incapacité de la politique européenne de maîtriser l'évolution que du comportement scandaleux de certains gouvernements au sein de l'Union Européenne et de la zone Euro. Les pays actuellement forcés à appliquer des mesures de restructuration draconiennes ne vont guère connaître de croissance économique dans les années à venir, une évolution qui affaiblira également les exportations des pays à économie saine.

Il faut toutefois souligner que la situation du Grand-Duché contraste fortement avec l'évolution décevante de l'Europe dans son ensemble. L'avis souligne notamment que la création nette de 12.000 emplois additionnels au cours des 12 derniers mois ainsi que la présence actuelle de 157.000 frontaliers prouvent l'attractivité maintenue du pays comme site économique. L'évidente solidité structurelle de l'économie nationale réfute les thèses des organisations patronales concernant un prétendu recul généralisé et dramatique de la productivité et la légende des finances publiques ruinées. En témoigne aussi la notation stable «AAA».

L'analyse des structures économiques révèle que la fructueuse «politique des niches» des dernières années a réussi à assurer au pays une position confortable face à ses voisins et concurrents. La production industrielle ne génère plus que 6% de la valeur ajoutée de l'économie, tandis que le pays affiche le revenu par tête le plus élevé d'Europe.

Pendant les neuf premiers mois de l'année courante, les recettes de l'État ont connu une croissance nette de +950 millions d'euros ou de +13%.

Le fameux «gouffre budgétaire de deux milliards», annoncé avec un si grand effet médiatique par des milieux parlementaires, ne s'est jamais réalisé, n'ayant été qu'un slogan habile de la propagande antisociale. Le solde budgétaire, actuellement en amélioration rapide, n'a par ailleurs jamais approché, même de loin, la limite dite «de Maastricht».

Concernant les recettes publiques de 2012, la Chambre des fonctionnaires et employés publics estime, contrairement aux organes du patronat, que les prévisions gouvernementales sont parfaitement justifiées. Elle souligne à ce propos que, depuis des années, des milieux intéressés répètent, à chaque occasion, les mêmes pronostics grossièrement pessimistes, et, à chaque fois, l'évolution réelle a montré que ces vaticinations étaient totalement erronées.

De l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, les jérémiades du patronat concernant la charge fiscale prétendument insupportable des entreprises s'avèrent par ailleurs dénuées de tout fondement. En effet, une comparaison de



Photo: Steve Heiliger

la répartition des impôts directs entre ménages et entreprises démontre que la part relative des entreprises a été considérablement réduite au fil des ans: en 2010, leur apport au total des impôts directs ne représentait plus que 35,7% contre 48,5% en l'an 2002, alors que la part des impôts sur le revenu des ménages est passée en huit ans de 51,5% à 64,3%. Les responsables politiques devraient enfin prendre conscience de cette évolution et cesser de prêter l'oreille aux revendications patronales de plus en plus absurdes prétendant que les entreprises souffrent d'une surcharge au profit d'un État obèse et improductif.

Du côté des dépenses publiques, un nouveau resserrement sensible ne se justifie pas, vu la précarité générale de la situation conjoncturelle. À propos des investissements publics, la Chambre souligne surtout que les infrastructures du pays n'ont pas pu tenir le pas avec l'évolution démographique très rapide, dont le rythme a été gravement sous-estimé depuis des décennies par les décideurs politiques.

Dans l'analyse de l'évolution économique, l'avis souligne que l'amélioration structurelle du pays découle surtout de l'implantation de nombreux nouveaux créneaux porteurs et promoteurs, une réussite face au déclin d'activités traditionnelles, devenues non rentables suite à la globalisation et à une intégration européenne outrancière.

Cette évolution positive est due en tout premier lieu à des initiatives de l'État et des encouragements publics substantiels, ces opportunités nouvelles étant surtout saisies par des investisseurs étrangers. Le patronat traditionnel demeure trop dans l'immobilisme, se concentrant sur la défense de ses rentes de situation. Bien des activités foncièrement non rentables ne sauraient survivre, même pas avec une abolition totale de l'indexation des revenus et une renonciation durable à tout progrès social: aussi les revendications antisociales et défensives du lobby patronal ne constituent-elles qu'un frein pour l'amélioration de la productivité.

Ainsi, le progrès de notre économie et la santé de nos finances publiques sont avant tout dus aux efforts des responsables politiques et de l'admini-

stration publique. C'est l'État qui fait réserver des positions orbitales pour satellites et des fréquences y associées. C'est l'État qui conclut au niveau planétaire des accords bilatéraux de non-double-imposition ou de trafic aérien et de droits d'atterrissage. C'est l'État qui procure régulièrement aux acteurs de la place financière une nouvelle avance par rapport à leurs concurrents, en transposant les directives communautaires en droit national, en un temps record. C'est l'État qui crée un environnement fiscal favorable au commerce électronique, à la gestion de la propriété intellectuelle ou encore pour un «port libre». C'est enfin l'État qui veille avec ses structures publiques aux investissements lourds, requis pour assurer tant une connexion optimale aux nœuds internationaux de l'Internet qu'une disponibilité suffisante des capacités techniques pour les activités électroniques.

Les décideurs politiques luxembourgeois ont fait le bon choix, dit la Chambre des fonctionnaires et employés publics, quand ils ont rejeté les revendications de la pensée ultraconservatrice et néolibérale et, contrairement aux autorités de la plupart des autres pays, ont refusé de privatiser nos services publics. Aussi le Luxembourg est-il non seulement l'élève modèle en Europe avec le déficit budgétaire le plus bas et l'endettement public le plus faible, mais également le pays avec le patrimoine national le plus solide, encore étoffé durant la crise récente.

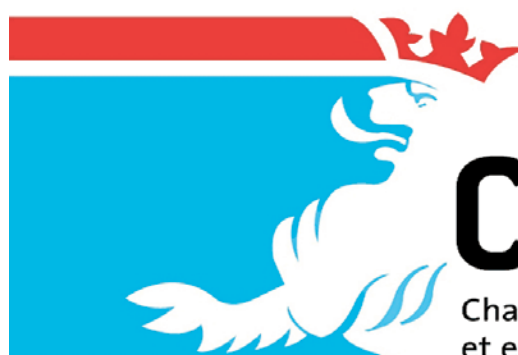
Les troubles graves causés par les manquements et les méfaits de la haute finance internationale ont obligé le Trésor à intervenir pour soutenir des banques en difficulté et à renforcer,

au passage, ses participations déjà significatives dans le secteur privé. Par ailleurs, les financiers proprement luxembourgeois, qui de tout temps s'étaient présentés comme des investisseurs durables, se sont révélés n'être que des spéculateurs, se retirant notamment des secteurs nationaux de l'énergie et de l'aviation. L'implication directe de l'État dans l'économie se trouve ainsi en expansion, un développement majeur qui mériterait certainement un débat public ouvert.

Comme nul ne peut exclure que les perturbations financières persistantes ne vont réserver au pays d'autres surprises désagréables et appelleront le cas échéant d'autres interventions lourdes de l'État, sous forme de reprises, de participations ou de recapitalisations, la Chambre des fonctionnaires et employés publics donne à considérer s'il ne serait pas sage de se préparer structurellement à de telles éventualités.

Elle suggère que les principales participations de l'État dans des entreprises publiques et privées soient réunies au sein d'un fonds de participation aux ressources importantes. Ce fonds se trouverait en mesure d'agir pour l'État, chaque fois que les autorités publiques le jugent nécessaire ou utile, sans qu'il faille à cet effet entamer les réserves budgétaires ou émettre un emprunt d'État. Un tel «Fonds Luxembourgeois d'Investissement et de Participations» pourrait être administrativement adossé à la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI).

Dans l'ensemble, la Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve la démarche budgétaire proposée et les principaux paramètres du projet de loi.



CHFEP

Chambre des fonctionnaires
et employés publics

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:

Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



**die einzige gewerkschaftliche Kraft
innerhalb der öffentlichen Funktion**

Die Bildungspolitik auf dem Prüfstand

Reformieren heißt nicht Zerstören – Zur aktuellen Bildungspolitik

Ein Gespräch mit Claude Heiser, Präsident der Professorengewerkschaft FEDUSE/Enseignement-CGFP



„Noten transparenter zu gestalten, Zusatzinformationen zu liefern, die den Schülern und Eltern dienlich sind, erscheint mir durchaus plausibel, doch muss vermieden werden, einen Wildwuchs einzuführen, der weder den Schülern noch den Lehrern sinnvoll erscheint.“, bemerkt Claude Heiser, Präsident der FEDUSE/Enseignement-CGFP und Erster Vizepräsident der CGFP

fonction publique: Herr Heiser, seit einigen Wochen wird das Bildungsministerium mit harscher Kritik sowohl vonseiten der Lehrerschaft als auch der Schüler in puncto Reformen im Sekundarunterricht konfrontiert. Wie beurteilen Sie die Bildungslandschaft in Luxemburg?

Claude Heiser: Zunächst möchte ich einmal richtigstellen, dass die Lehrerschaft bzw. die Gewerkschaften keineswegs, wie neulich im Leitartikel des Luxemburger Worts zu lesen war, erst kürzlich aus ihrem „Dornröschenschlaf“ wachgerüttelt worden sind. Die FEDUSE/Enseignement, die der CGFP angehörige Berufsvertretung der Gymnasialprofessoren, ist bereits seit Beginn der Reformbestrebungen dabei, ihre Kritikpunkte in zahlreichen Pressemitteilungen und Stellungnahmen zu verlautbaren – doch über dieses Thema werde ich mich anschließend genauer äußern.

Was die Bildungslandschaft in Luxemburg betrifft, so haben wir es mit einer meines Erachtens eher ambivalenten Situation zu tun. Die Luxemburger Sekundarschulen haben sich seit bereits geraumer Zeit mit Sicherheit bewährt: Schüler aus dem Großherzogtum haben im Ausland den guten Ruf genossen, wenigstens drei Sprachen zu beherrschen und über eine solide Allgemeinbildung zu verfügen. Das aktuelle System der verschiedenen Fachrichtungen (A bis G) hat es den Schülern erlaubt, sich je nach persönlichem Interesse in verschiedenen Fächern zu spezialisieren, ohne aber das Allgemeinwissen zu vernachlässigen. Ich wage zu behaupten, dass das bestehende Schulsystem sich durch Reichtum und Vielfalt kennzeichnet. Auf der anderen Seite müssen wir auch feststellen, dass die heutige Jugend nach dem Abitur nicht mehr über dieselben sprachlichen Kompetenzen wie vorangegangene Generationen verfügt, dass die Zahl der Schulabbrecher zunimmt und die der Universitätsabsolventen eher rückläufig ist. Auch mit diesen Feststellungen müssen wir uns auseinandersetzen. Problematisch wird es allerdings, wenn die politischen Verantwortlichen sich nur noch an europäischen Richtlinien wie beispielsweise Europa 2020 orientieren und auf Kosten der Qualität die Quantität, d. h. die Zahl der Abiturienten bzw. Hochschulabsolventen erhöhen wollen. Argumente wie die Anpassung an die moderne Gesellschaft, die Erfüllung europäischer Richtlinien u. Ä. sollen eine Rundumerneuerung des luxemburger Schulwesens rechtfertigen, so dass

man sich des Eindrucks nicht erwehren kann, eine Politik der „verbrannten Erde“ werde praktiziert, alles Bestehende werde als ineffizient und obsolet abgekartet und deshalb zerschlagen. Dass die Lehrer, die sich die letzten Jahrzehnte für die Ausbildung unserer Jugend engagiert haben, enttäuscht und wütend über solche pauschalisierenden Feststellungen der vermeintlichen Ineffizienz vonseiten ihres Arbeitgebers sind, scheint mir offensichtlich und nachvollziehbar zu sein.

fonction publique: Wie könnte denn Ihrer Meinung nach der Ausweg aus dieser verzwickten Lage aussehen?

Claude Heiser: Anstatt fundamentaler oder radikaler Neuerungen gilt es, das Bestehende kritisch zu beleuchten und zu analysieren, offensichtliche Mängel durch gezielte Reformen zu beheben; deswegen muss man aber keineswegs alles zunichtemachen: Reformieren bedeutet nicht notgedrungen Zerstören. Ein Beispiel: Das Argument, das immer wieder angeführt wird, um die Abschaffung der Fachrichtungen zu legitimieren, ist die Tatsache, dass Schweizer Universitäten A-Schüler nicht akzeptieren, weil diese in der Oberstufe keine naturwissenschaftlichen Fächer belegt haben. Was würde eigentlich dagegen sprechen, diese Fächer wieder in der A-Sektion einzuführen, wie dies der Fall früher gewesen ist, anstatt sie quasi abzuschaffen? Eine Reform der Oberstufe des Sekundarunterrichts nach über dreißig Jahren ist mit Sicherheit legitim, aber es muss vermieden werden, alles zu zerschlagen, was bis heute aufgebaut worden ist.

fonction publique: Mit welchen Anregungen und Kritikpunkten hat die FEDUSE zu den bevorstehenden Reformen Stellung genommen? Welche Reformansätze betrachten Sie als deizitär?

Claude Heiser: Der Hauptkritikpunkt an den bevorstehenden Reformen zielt auf die neue Gliederung der Oberstufe (3e bis 1re) in lediglich zwei große Fachrichtungen, nämlich einerseits Sprachen/Geisteswissenschaften und andererseits Naturwissenschaften. Seit der Kenntnisnahme eines solchen bipolaren Systems hat die FEDUSE bemängelt, dass dieses System keineswegs den „vollständigen Menschen“ widerspiegeln, denn dieser betätigt sich nicht nur geistes- oder naturwissenschaftlich, sondern ist ebenfalls kreativ, schöpferisch oder künstlerisch tätig. Deshalb werde ich auch nicht müde, die politische Verantwortlichen dazu aufzufordern, eine dritte Fachrichtung, die man beispielsweise „branches d'expression“ nennen könnte, in dieser Reform vorzusehen. Seit ein paar Jahren hält ein negativer Trend an, Fächer wie Musik und bildende Künste immer mehr ins Abseits zu drängen mit dem Ziel, sie letztendlich v. a. im klassischen Sekundarunterricht gänzlich abzuschaffen. Der Mensch begrenzt sich aber nicht auf positivistisches Wissen, sondern drückt sich ebenfalls durch die Künste aus. Eine gesunde Gesellschaft benötigt sowohl Juristen, Ärzte und Wirtschaftswissenschaftler als auch Künstler, Musiker und Dichter.

Ferner ist den Reformansätzen zu entnehmen, dass die Schüler zwar mehr Fächer wählen können, als dies bisher der Fall gewesen ist, dass es aber quasi unmöglich ist, gewisse Fächerkombinationen wahrzunehmen, da keine Querverbindungen zwischen den beiden Hauptfachrichtungen vorgesehen sind. Im angeplanten Schulsystem muss ein Schüler, der technisches Zeichnen wählen möchte, sich in die naturwissenschaftliche Sparte einschreiben, die es ihm aber verwehrt, andere Kunstfächer auf einem höheren Niveau zu belegen, da diese sich in der humanwissenschaftlichen Sparte

befinden. Das System müsste folgerichtig flexibler gestaltet werden, um den Bedürfnissen eines solchen Schülers gerecht zu werden.

fonction publique: Also trotz größerer Wahl weniger Flexibilität?

Claude Heiser: In der Tat haben wir es insgesamt mit einer Reduktion, ja ich möchte fast sagen, Verarmung sämtlicher Fächer zu tun: Der Sprachenunterricht wird größtenteils auf einen Fremdsprachenunterricht reduziert, die kulturellen und literarischen Aspekte geraten in den Hintergrund. Ein Schüler der naturwissenschaftlichen Fachrichtung wird nicht mehr sämtliche naturwissenschaftliche Fächer (Chemie, Physik, Biologie) auf hohem Niveau belegen können. Geschichte und Geographie sollen zu einem Fach verschmelzen. Dies sind alles Symptome eines Qualitätsverlusts unter dem Deckmantel der zu fördernden Allgemeinbildung. Deshalb wäre mein Vorschlag eine Dreiteilung der Oberstufe in eine Fachrichtung „Sprachen und Humanwissenschaften“ (die der aktuellen A und G entspräche), eine Fachrichtung „Wissenschaften“ (entspräche der B, C und D) und schließlich eine Fachrichtung „Künste“ (entspräche der E und F). Je nach Fachrichtung müssten die Schüler gewisse Pflichtfächer belegen, damit die Allgemeinbildung gewährleistet sei. Dementsprechend müsste ein literarisch orientierter Schüler also auch naturwissenschaftliche Fächer belegen.

Ein weiterer Kritikpunkt wäre schließlich der sogenannte Kompetenzunterricht, der bereits in der Grundschule zu einer unnötigen Bürokratisierung des Unterrichts geführt hat. Noten transparenter zu gestalten, Zusatzinformationen zu liefern, die den Schülern und Eltern dienlich sind, erscheint mir durchaus plausibel, doch muss vermieden werden, einen Wildwuchs einzuführen, der weder den Schülern noch den Lehrern sinnvoll erscheint. Insofern könnte ich mir vorstellen, dass die „klassischen“ Noten durch einen schriftlichen Zusatz entschlüsselt werden, damit die Schüler ihre Stärken und Schwächen genauer erkennen: Eine Note im Sprachunterricht würde zum Beispiel durch Kriterien wie mündliche Kompetenz, schriftliche Kompetenz, Leseverstehen u. Ä. für Schüler und Eltern leichter nachvollziehbar.

fonction publique: Führen diese zahlreichen Kritikpunkte notgedrungen zu einer Ablehnung der Reformen vonseiten der FEDUSE?

Claude Heiser: Es fällt mir in der Regel schwer, ein Projekt kategorisch abzulehnen, das sowohl vom Umfang als auch von der Ausführbarkeit her noch überhaupt nicht definitiv bekannt ist. Meine Kritikpunkte beziehen sich lediglich auf Informationssitzungen, an denen ich teilgenommen habe, bzw. auf Informationen, die mir zugetragen worden sind. Es steht aber fest, dass die Gesetzestexte in Bearbeitung sind und im Dezember veröffentlicht werden – erst dann kann man sich ein hundertprozentig objektives Bild machen und erst dann kann man als Gewerkschaft seine Marschroute festlegen. Eine ähnliche Situation finden wir ja auch in den Reformen der Öffentlichen Funktion vor: Eine Textgrundlage wurde den verschiedenen Gewerkschaften zugänglich gemacht, damit diese sich eine objektive Meinung bilden können.

fonction publique: Apropos Reformen in der Öffentlichen Funktion – wie bewerten Sie die momentane Gewerkschaftsfront, die sich zwischen anderen Gruppierungen gebildet hat?

Claude Heiser: Zunächst muss ich einmal feststellen, dass die beiden angesprochenen Lehrerergewerkschaften zwei

grundlegend verschiedene Aspekte miteinander vermischen, und zwar auf der einen Seite die Reform in der Öffentlichen Funktion, auf der anderen Seite die Reformen des Sekundarunterrichts. So rufen die beiden gegen den Vertrag auf, den die CGFP mit der Regierung geschlossen hat und der ein Gehälterabkommen betrifft, von dem alle Beamten profitieren. Meines Erachtens ist es falsches Gewerkschaftsverhalten, die verantwortungsbewusste Arbeit der CGFP in ein schlechtes Licht zu rücken. Es ist ein Leichtes, von vornherein eine ablehnende Haltung einzunehmen, ohne an den mühseligen Verhandlungen teilgenommen zu haben: Im Nachhinein weiß man immer alles besser. Schließlich muss die CGFP als Dachverband sich für die gesamte Beamtenschaft einsetzen – eine Verantwortung, die doch bei weitem diejenige kleinerer sektorieller Gruppierungen, die sich auf sich selbst konzentrieren, übersteigt. FEDUSE und mit ihr die CGFP sind und bleiben stets solidarisch mit all jenen, die guten Willens sind und um eine gerechte Sache kämpfen. Das gilt in besonderer Weise auch im vorliegenden Fall. So bleibt die FEDUSE auch höchst solidarisch mit allen Bediensteten der Öffentlichen Funktion in ihrem legitimen Einsatz für die allgemeine Besserstellung.

Ferner scheint sich auch die falsche Mutmaßung zu verbreiten, die FEDUSE könne als Mitgliedsorganisation der CGFP an den Reformvorhaben in der Öffentlichen Funktion keinen Deut mehr ändern. Auch diese Meinung ist schlicht und ergreifend falsch: Die FEDUSE ist dabei, die Reformvorhaben der Öffentlichen Funktion, genau wie jeder andere CGFP-Fachverband, zu analysieren und zu ergründen, inwiefern die neuen Eckwerte überhaupt umgesetzt werden können. Und die FEDUSE wird ebenfalls Einspruch gegen Reformen erheben, die auf dem Gebiet der Bildung ihres Erachtens keinen Sinn ergeben.

fonction publique: Wie wird die FEDUSE weiterhin in diesen zwei Bereichen, den Reformen in der Öffentlichen Funktion und im Bildungswesen, vorgehen?

Claude Heiser: Die FEDUSE wird ihrer altbewährten Methode zunächst treu bleiben: Wir werden umgehend unsere Kritikpunkte und Einsprüche gegenüber den Reformbestrebungen der Öffentlichen Funktion der Regierung als solche unterbreiten. Was die Reformen im Sekundarunterricht betrifft, so werden wir die Gesetzesvorlage ebenfalls im Detail kritisch unter die Lupe nehmen und unsere diesbezügliche Stellungnahme der Regierung übermitteln. Kurz und gut, wir setzen zunächst auf den sozialen Dialog und hoffen, dass die politischen Verantwortlichen auch genug Einsehen und Mut aufbringen, die beanstandeten Mängel in ihren Reformvorhaben einzusehen und die sich aufdrängenden Korrekturen vorzunehmen. Von großer Wichtigkeit ist meines Erachtens die Bereitschaft vonseiten der Regierung, die Kritikpunkte oder Sorgen derjenigen ernstzunehmen, die tagtäglich mit der praktischen Arbeit und somit der Umsetzung der Reformen – sei es in der Verwaltung oder im Bildungswesen – konfrontiert werden. Falls ein sozialer Dialog nicht mehr möglich sein sollte, wird die FEDUSE, als repräsentativer Fachverband der Gymnasialprofessoren und Mitglied der einzig repräsentativen Staatsbeamtengewerkschaft, nicht zögern, zu mobilisieren und gewerkschaftliche Kampfmaßnahmen nicht bloß einzuleiten, sondern auch durchzuführen, d. h. durch Einleitung der Streikprozedur.

fonction publique: Herr Heiser, wir danken Ihnen für dieses Gespräch.

Interview: s.h.

Die Bildungspolitik auf dem Prüfstand

„Die Schule ist das Spiegelbild der Gesellschaft“

Patrick Remakel, Präsident des SNE/CGFP, über die Schulreform und den Gesetzentwurf über die Reform des Staatsbeamtenstatuts



„Wir bemängeln die allgemeine Orientierung des vorliegenden Gesetzentwurfs, der u.a. einen sinnlosen Beurteilungsmechanismus, eine sogenannte Mitarbeitergesprächsordnung sowie ein hochtrabendes Verwaltungssystem nach fragwürdigen Vorgaben beinhaltet“, meint Patrick Remakel, Präsident des SNE/CGFP

Seit Beginn seiner Lehrerlaufbahn fühlt sich Patrick Remakel, amtierender Präsident der Lehrgewerkschaft „Syndicat National des Enseignants“ (SNE/CGFP), die der „Confédération Générale de la Fonction Publique“ (CGFP) angeschlossen ist, insbesondere zur gewerkschaftlichen Betätigung hingezogen.

Deshalb gehörte er während Jahren der „Assemblée des Délégués“ des SNE/CGFP an, bevor er 2008 das Mandat des Vizepräsidenten übernahm und im Juli 2010 einstimmig zu dessen Vorsitzendem gewählt wurde.

Während seiner relativ kurzen Amtszeit kam es zu gleich mehreren gewichtigen gesetzlichen Regelungen, die den SNE/CGFP bis heute nicht nur weitgehend beschäftigen, sondern ihn mit spezifischen Problemen konfrontieren, was die Grundschule und die bevorstehende Reform des Statuts des Staatsbeamtenrechts betrifft.

Im Gespräch mit „fonction publique“ bezog Patrick Remakel vor allem zu diesen beiden bedeutenden gesetzlichen Regelungen Stellung.

fonction publique: Herr Remakel, die rasante Veränderung der Luxemburger Schullandschaft während der letzten Jahre ist wohl von niemandem unbeachtet geblieben?

Patrick Remakel: In der Tat ist „rasant“ der geeignetste Begriff, um die Entwicklung im Schulwesen kurz und treffend zu beschreiben. Seit zwei Jahrhunderten konnten, abgesehen von gesetzlichen und reglementarischen Verfügungen, noch nie solch einschneidende Veränderungen in puncto Schule und Erziehung festgestellt werden als nach dem Zweiten Weltkrieg. Seitdem stellen sich der Schule und den Erziehern weitaus mehr – und nicht die kleinsten – Herausforderungen als je zuvor.

fonction publique: Sind diese neuen Herausforderungen auf die gesellschaftliche Entwicklung zurückzuführen?

Patrick Remakel: In überwiegender Maße sicherlich: Vor allem prägt die gesellschaftliche Entwicklung die Kinder und Jugendlichen von heute. Ich denke hier beispielsweise an die tiefgreifenden Veränderungen im Familienleben, die Multikulturalität, den Rückgang der positiven Werte in der Erziehung, die heterogenen Klassenverbände – alles Faktoren, deren Auflistung man beliebig fortführen könnte. Im Vergleich zu früheren Generationen werden heutzutage viele Kinder

mit unterschiedlicher Herkunft bzw. verschiedenartigem kulturellem Hintergrund, sogenannte „nicht luxemburgische“ Kinder eingeschult.

fonction publique: Die familiären Hintergründe übertragen sich also auf die Kinder?

Patrick Remakel: Ja, natürlich. Die erzieherischen Voraussetzungen im Vorschulalter, d.h. die ersten Lebensjahre sind von grundlegender Bedeutung für dasjenige Umfeld, das es dem Kind ermöglichen soll, kann und muss, unter den besten Voraussetzungen eingeschult zu werden. Diese allgemein bekannte Tatsache führt dazu, dass manche, wenn nicht sogar viele Kinder spezifische Bedürfnisse in die Schule mitbringen, denen die Schule dann bestmöglich Rechnung tragen soll.

fonction publique: Sie meinen wohl Sprachdefizite, ungenügende motorische Fertigkeiten, fehlende positive Gewohnheiten?

Patrick Remakel: Ja, die spezifischen Bedürfnisse, die nicht selten in ein und derselben Schulkasse von einem Kind zum andern abweichen, tragen sehr viele Namen.

fonction publique: Das Schulgesetz vom 10. August 1912 konnte somit hundert Jahre nach seinem Inkrafttreten den heutigen pädagogischen Erwartungen nicht mehr gerecht werden?

Patrick Remakel: Für den SNE/CGFP war tatsächlich der gesetzliche Rahmen schon seit längerem nicht mehr gegeben, um – wie Sie sagen – den heutigen pädagogischen Erwartungen gerecht zu werden. Um sich den Herausforderungen einigermaßen erfolgreich stellen zu können, benötigt die Schule auf sämtlichen Unterrichtsstufen gesetzliche und reglementarische Festschreibungen; und so hat der SNE/CGFP bereits seit vielen Jahren eine neue Schulgesetzgebung nicht nur angeregt, sondern geradezu mit Nachdruck gefordert.

fonction publique: Die individuellere Betreuung und Förderung des einzelnen Schülers war doch schon seit Jahren ein Eckwert der geforderten Neuerung?

Patrick Remakel: Mehr noch: Die Reformbestrebungen der Bildungspolitik konzentrierten sich tatsächlich seit Beginn auf die individuellere Förderung und Betreuung des einzelnen Kindes. Diese Zielsetzung, die quasi den Mittelpunkt dieser Reform darstellte, ist schließlich die Basis jeder schulischen Aktion. Doch was ist daraus geworden?

fonction publique: Hat denn der SNE/CGFP das neue Schulgesetz nicht unterstützt?

Patrick Remakel: Mit Sicherheit, da wir besonderen Wert auf weitreichende Verbesserungen legten. Wir haben übrigens in unserem diesbezüglichen Gutachten über den Gesetzentwurf manche konstruktive Vorschläge unterbreitet, doch nur sehr wenige wurden schließlich im endgültigen Gesetzestext berücksichtigt. Andere Veränderungen wie beispielsweise die Abschaffung des Benotungssystems hat der SNE/CGFP nie gefordert. Trotzdem wurden sie realisiert, was unseres Erachtens sicherlich nicht positiv zu werten ist!

fonction publique: Unverzüglich nach dem Inkrafttreten des neuen Schulgesetzes vom 6. Februar 2009 hat Ihre Gewerkschaft Einsprüche erhoben, wie wir wissen. Welche wesentlichen Kritikpunkte wurden geäußert?

Patrick Remakel: Bereits im November 2009, also zwei Monate nach Inkrafttreten des neuen Gesetzes im Schuljahr 2009/2010, haben wir die Unterrichtsministerin mit Nachdruck darauf hingewiesen, dass manche Neuerungen in eine falsche Richtung laufen würden. Zum einen wird das Lehrpersonal regelrecht mit administrativen Nichtigkeiten überhäuft. Zum anderen wird wertvolle Zeit, die man in die Schüler investieren könnte, durch langatmige Unterredungen sowie vielseitige und nicht immer effiziente Besprechungen vergeudet. Es war ein Riesenfehler, alles auf einmal einzuführen anstatt, wie wir es gefordert hatten, etappenweise vorzugehen und sich für die Umsetzung des neuen Gesetzes, die in unseren Augen sehr schlecht vorbereitet war, genügend Zeit zu lassen. Beispielsweise widersprachen sich manche Anleitungen des Unterrichtsministeriums.

fonction publique: Das Schulgesetz und die diesbezüglichen Reglemente müssen dann wohl in nicht wenigen Punkten überarbeitet werden?

Patrick Remakel: Mehr noch: Wenn nicht umgehend gehandelt wird, bringt die Schulreform nichts! Im Gegenteil, sie dürfte sich weiterhin negativ auf den Schulbetrieb und damit auf ein geordnetes Unterrichten der Schüler auswirken und somit deren zukünftige Entwicklung beeinträchtigen.

fonction publique: Sind die Auswüchse denn derart gravierend und maßlos?

Patrick Remakel: Wir merken es als Lehrer vor Ort, und uns wird als Gewerkschaft auch generell zugetragen, dass die Energie, die Freude, die Begeisterung und die Motivation des Lehrpersonals, neue und effizientere Wege zu beschreiten, erheblich geschwächt wurde und gewissen Frustrationen gewichen sind. Dies umso mehr, als die positiven Ergebnisse nach mehr als zwei Jahren nach wie vor auf sich warten lassen.

fonction publique: Worauf sind denn Ihrer Meinung nach diese Frustrationen der meisten Lehrer zurückzuführen?

Patrick Remakel: Wie bereits gesagt: Die Lehrer werden nicht Jahre lang auf ihren Beruf vorbereitet, um vorrangig Papierkram zu erledigen, sondern um zu unterrichten und sich mit den Kindern zu beschäftigen. Doch die für das Unterrichten notwendige Energie wird Tag für Tag auf Nebenschauplätzen aufgebraucht, so dass manche Kolleginnen und Kollegen deutlich spüren, dass ihre eigentliche Aufgabe weitaus zu kurz kommt. Ein weiterer Punkt betrifft das sogenannte „Lehrerkontingent“. Das Unterrichtsministerium berechnet diese Kontingente und teilt sie zu, allerdings ohne Rücksichtnahme auf die Besonderheiten der verschiedenen Städte und Kommunen. Die Verrechnung verläuft nach einem einheitlichen Schema, ohne dass die spezifischen Fragen und Probleme der einzelnen Kommunen berücksichtigt würden. Sollte dieser Zuteilungsmodus in dieser Form beibehalten werden, so wird es in Zukunft unmöglich sein, pädagogisch wertvolle und kindgerechte Projekte durchzuführen.

fonction publique: Sie sind auch nicht mit den Bewertungskriterien einverstanden?

Patrick Remakel: Die derzeitigen Bewertungskriterien sind schwammig, diffus und vage. Sowohl die Lehrer als auch die Eltern haben viele Probleme damit, die Kinder einzeln und in ihrer Individualität richtig einzustufen. Es gilt ja festzulegen, was der Schüler ausgezeichnet kann, was er weniger gut bewältigt und auf welchen Gebieten er noch Mängel aufweist. Aber dieses Profil ist den wenigsten Unterlagen, die den Lehrern und später den Eltern unterbreitet werden, zu entnehmen.

fonction publique: Sollte also Ihrer Meinung nach die Bewertung nach Noten wieder eingeführt werden?

Patrick Remakel: Nicht ausschließlich. Wir befürworten eine Rückkehr zum Notensystem mit zusätzlichen Erläuterungen. Wir sind nämlich der Ansicht, dass die Noten allein nicht ausreichen, dass aber die alleinige schriftliche Bewertung, wie sie derzeit vorgenommen wird, ebenfalls nicht genügt. Ausschließlich auf das traditionelle Notensystem zurückzugreifen, ist gewiss nicht optimal, aber die jetzige Bewertung hat erfahrungsgemäß keine einzige Verbesserung gebracht.

fonction publique: Zu diesen eher schulinternen Problemen gesellt sich derzeit eine weitgefächerte Reform der Staatsbeamtendienstordnung. Wird die derzeitige Unzufriedenheit der Lehrerschaft durch diese Vorlage noch zusätzlich gesteigert?

Patrick Remakel: Mit Sicherheit. In einem momentan so schwierigen Umfeld ist der SNE/CGFP äußerst wachsam, was die vorgesehenen einschneidenden Änderungen im Statut der Staatsbeamten anbelangt. Nicht nur, dass sich nach Einführung des neuen Schulgesetzes Frustrationen und Mutlosigkeit bei der Lehrerschaft verbreitet haben, nun soll das Dienstrecht des Lehrers im Rahmen dieser Reform noch weiter verschlechtert werden.

fonction publique: In welchem Sinne?

Patrick Remakel: Wir bemängeln die allgemeine Orientierung des vorliegenden Gesetzentwurfs, der u.a. einen sinnlosen Beurteilungsmechanismus, eine sogenannte Mitarbeitergesprächsordnung sowie ein hochtrabendes Verwaltungssystem nach fragwürdigen Vorgaben beinhaltet, Initiativen, die zweifellos lähmende und kaum umsetzbare Maßnahmen bedeuten, die schließlich das Gegenteil einer wohlverstandenen Verwaltungsreform bewirken würden.

fonction publique: Um welche Elemente handelt es sich?

Patrick Remakel: Der SNE/CGFP hat insbesondere verschiedene Kernpunkte herausgesondert, mit denen er keineswegs einverstanden sein kann. Diese Beanstandungen wurden in unseren Veröffentlichungen, in Stellungnahmen und Rundschreiben an unsere Mitglieder bekannt gegeben. Wir haben sie dazu aufgerufen, den beiden zuständigen Ministern ihr Unbehagen mittels Protestkarte, auf der diese Kritikpunkte aufgelistet sind, kundzutun. So verlangt der SNE/CGFP, im Unterrichtswesen auf ein schwerfälliges Bewertungssystem zu verzichten. Gegenüber diesem sinnlosen Vorhaben vertreten die Professorengewerkschaft FEDUSE-Enseignement/CGFP und der SNE/CGFP eine gemeinsame ablehnende Haltung. Die Lehrer üben nämlich kein rein verwaltungstechnisches Amt aus, sondern unterrichten Kinder und Jugendliche. Außerdem wehrt sich der SNE/CGFP entschieden gegen das Schaffen von weiteren „künstlichen Zielsetzungen“ im Schulunterricht. Über die Neuregelung des Referendariats schließlich fehlen des Weiteren momentan sämtliche inhaltliche und organisatorische Einzelheiten.

fonction publique: Haben Sie bereits konkrete Schritte vorgesehen für den Fall, dass die zuständigen Ministerien Ihren Forderungen nicht nachkommen?

Patrick Remakel: Sicher. Sollten die zuständigen Ministerien in unseren bevorstehenden Unterredungen nicht auf unsere Forderungen eingehen, dann wird der SNE/CGFP im Anschluss an die Information und die Befragung seiner Mitglieder alle erforderlichen gewerkschaftlichen Schritte einleiten.

fonction publique: Herr Remakel, wir bedanken uns für dieses Gespräch.

Interview: I.m.

Entwicklungshilfe – unser Auftrag!

Seit mehr als sieben Jahren tut das CGFP-Hilfswerk nun schon Gutes im westafrikanischen Togo

Die CGFP-Initiative sei einfach beispieles, würdigte an dieser Stelle vor knapp einem halben Jahr Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs den CGFP-Einsatz im westafrikanischen Togo. Sie finde es großartig, dass eine Gewerkschaftsorganisation wie die CGFP nicht nur um die Interessen ihrer Mitglieder hier im Lande bemüht sei, sondern darüber hinaus auch noch an diejenigen denke, die nicht das Glück hätten, auf der Sonnenseite des Lebens zu stehen, meinte die Ministerin. Hinzu komme, dass man ja auch weitaus motivierter an sein eigenes Vorhaben herangehe. Und genau das passiere hier. Die CGFP – dank der Unterstützung ihrer Mitglieder – ziehe ein eigenes Entwicklungshilfeprojekt durch. Das sei eine ganz andere Herangehensweise als die vielerorts betriebene Scheckheftpolitik, bei der man einfach mal ins Portemonnaie greife, um sein Gewissen zu beruhigen.

Ein intelligent aufgestelltes Netzwerk ermögliche es, die Hilfe im westafrikanischen Togo flächendeckend zu gewährleisten. Und in Luxemburg erlaubten es die Strukturen der CGFP, angefangen beim Dachverband über die Fachverbände bis hin zum einzelnen Mitglied, über die dazu erforderlichen Mittel zu verfügen. Wichtig sei darüber hinaus aber auch das Langzeit-Engagement der CGFP. Und Ministerin Marie-Josée Jacobs wörtlich: „Ich meine zu wissen, dass die CGFP – über den Weg ihrer Stiftung – seit mehr als 30 Jahren in der Entwicklungshilfe aktiv ist. Wer auf über ein Vierteljahrhundert Entwicklungshilfe zurückschauen kann, braucht einen langen Atem. Bemerkenswert ist aber auch der Umstand, dass es der CGFP immer wieder gelingt, ihre Mitglieder von dieser Notwendigkeit zu überzeugen. Ich kann die CGFP nur beglückwünschen und dazu ermutigen, auf dem eingeschlagenen Weg fortzufahren.“

Kooperationsministerin Marie-Josée Jacobs sparte also nicht mit Lob, als sie auf die weitreichenden CGFP-Entwicklungshilfeprogramme in Afrika einging. Einen Grund, sich daraufhin zufrieden zurückzulehnen, sahen die Verantwortlichen des CGFP-Hilfswerks in dieser Einschätzung allerdings nicht. Die ermutigenden Worte der Entwicklungshilfeministerin waren für sie vielmehr Ansporn und Auftrag zugleich, ihr Wirken im Dienste der notleidenden Bevölkerung in Afrika nicht nur fortzuführen, sondern weiter auszubauen. Und das wiederum machten Sie, liebe Leserinnen und Leser, dank Ihrer ungebremsten Spendenfreudigkeit aufs Neue möglich.

In der Tat: Was im Jahr 2004 noch zaghaft begann, ist mittlerweile nicht mehr aus den Hilfsprogrammen der CGFP-eigenen Stiftung wegzudenken. Wir sprechen hier zunächst einmal von den seit über sieben Jahren von der eigens zu diesem Anlass ins Leben gerufenen „Oeuvre CGFP d'aide au développement“ im westafrikanischen Togo mit recht großem Erfolg durchgeführten



Das ursprünglich gestartete Vorhaben mit dem vielversprechenden Namen „APARTogo“ zielt in erster Linie darauf ab, jugendlichen Landwirten eine landwirtschaftliche Ausbildung und somit einen Ausweg aus der Armut zu ermöglichen



Unter der Bezeichnung „EAUTogo“ repariert und rehabilitiert dieses auf mindestens vier Jahre anberaumte Entwicklungshilfeprogramm defekte Pumpen und Brunnen, wodurch Hunderttausende von Dorfbewohnern wieder mit sauberem Trinkwasser, einem wahrhaft kostbaren Gut gerade in diesen Regionen, versorgt werden können

Fotos: Steve Heiliger

CGFP-Entwicklungshilfeprogrammen. Als aufmerksame Leserinnen und Leser von „fonction publique“ wissen Sie, dass das ursprünglich unter der Leitung des Luxemburger Entwicklungshelfers Dr. Ferdinand Zenner gestartete Vorhaben mit dem vielversprechenden Namen „APARTogo“ in erster Linie darauf abzielt, jugendlichen Landwirten eine landwirtschaftliche Ausbildung und somit einen Ausweg aus der Armut zu ermöglichen (Foto oben). Nun: Dank Ihrer Großzügigkeit ist es seither gelungen, vielen Hundert Jungbäuerinnen und Jungbauern den Besuch von Fortbildungskursen zu ermöglichen, wodurch sie die Produktivität ihrer Betriebe erheblich steigern konnten. Es gereicht den öffentlichen Bediensteten jedenfalls zur Ehre, dass sie auf diese Weise konkrete Solidarität mit den Notdürftigen dieser Erde bekunden. Jede einzelne Spende ist wichtig – und die Empfänger werden es auch weiterhin zu danken wissen.

Parallel zum Agrarprojekt läuft seit 2009 ein unter der fachkundigen Leitung von Hydrogeologin Marie-France Speck, einer hierzu abgeordneten Ingenieurin aus dem Wasserwirtschaftsamt, durchgeführtes Wasserprojekt ungebremst weiter. Unter der Bezeichnung „EAUTogo“ repariert und rehabilitiert dieses auf mindestens vier Jahre anberaumte Entwicklungshilfeprogramm in großem Stil defekte Pumpen und Brunnen, wodurch Hunderttausende von Dorfbewohnern wieder mit sauberem Trinkwasser, einem wahrhaft kostbaren Gut gerade in diesen Regionen, versorgt werden können (Foto unten). Die Errichtung öffentlicher Latrinen in größeren Orten und bei Schulen ist ein weiterer Bestandteil dieses Projektes.

Nicht vergessen wurde bei all dem aber auch der Gesundheitsbereich, wo es enorme Defizite zu vermeiden gibt. Ein erstes Projekt betraf die Sanierung einer völlig verseuchten Entbindungsstation in

dem Ort Yometchin. Und dank der Großzügigkeit der „fonction publique“-Leser und CGFP-Mitglieder konnte nun auch die Verwirklichung von zwei weiteren Gesundheitszentren in den Ortschaften Aképé und Kpime in Angriff genommen werden.

Und noch eins: Die Togo-Projekte der CGFP werden ausschließlich von CGFP-Oeuvre-Vertrauensleuten betreut und überwacht. Hinzu kommt, dass die gesammelten Mittel integral für die Entwicklungsförderung verwendet werden können, da weder Werbungs- noch Verwaltungskosten anfallen.

Na, wenn das kein zusätzlicher Grund für eine weitere Unterstützung ist. Unsere Spendenkonten finden Sie im unteren Abschnitt dieser Seite. Und unser Dank ist Ihnen jetzt schon gewiss...

s.h.

**Spenden
auch Sie!**

**Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk.
Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten
der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:**

**CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000**

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar

Eine erweiterte Rolle des Staates im Wirtschaftsbereich als Folge des Versagens des Marktkapitalismus

Der sozialen Marktwirtschaft ist das Soziale abhandengekommen, das Humane, das Ethische. Die Entscheidungen liegen allein bei den Managern. Diese haben nur noch ihren Bonus im Blick, der allein vom Börsenkurs abhängt, welcher wiederum nur die Dividendenerwartungen widerspiegelt. Bei der Grundausrichtung der Unternehmen geht es also nur noch einzig und allein um die Gier der Aktionäre. Alles, was nicht direkt verboten ist, macht man. Die Unternehmen selbst, ihre Kunden, ihre Mitarbeiter und ihre Betriebsstandorte sind lediglich Mittel zum Zweck. Die Menschen sind nur noch Produktionsmittel.

Aufgabentrennung

Die Globalisierung und der grenzenlose Wettkampf liefern den Lobbyisten starke Argumente für ein Niedrigniveau bei Unternehmensbesteuerung, Gehältern und Lohnnebenkosten. Das Soziale aber ist Staatssache: die Entlassenen, die Kranken und Ausgebrannten, die Alten, die Familien, die Sicherheit, die Erziehung und Ausbildung, die Umwelt, das Klima, das Kulturelle. Und der Staat wird von den klugen Machern aus der Privatwirtschaft als faul, fett, langsam und desorganisiert hingestellt.

Sous-entendu: Wer fleißig und intelligent ist, der wird doch mit Sicherheit nicht Beamter oder Politiker werden wollen. Die Forderung, auch der Staat solle endlich profitorientiert und leistungsgeprüft agieren, wird solange wiederholt, bis sich Politiker dieser Sache annehmen, um sich mit Bewertungs-„Reformen“ als „dynamische“ Staatsmanager profilieren zu können.

Im Paperjam, der hipen Kult-Postille des Tanzes ums goldene Kalb, haben die Hohepriester des Kapitalismus über Jahre hinweg verkündet, es sei einfach unerhört, dass der Staat sich weiter in grotesker Weise in die Domänen der tüchtigen Manager des Privatsektors einmische. Was macht, so hieß es sinngemäß, unser Luxemburger Staat als Aktionär im Flugwesen oder in der Energieverteilung? Warum sind die hiesigen öffentlichen Dienstleister nicht längst privatisiert? Und warum werden sie nicht integral nach marktwirtschaftlichen Methoden gemanagt?

Der dumme Staat solle sich doch auf das Unrentable beschränken, und auch das solle er möglichst billig erledigen! Alle Bereiche aber, wo sich mit Dynamik Geld verdienen lässt, sind für das „dynamische“ Business, das mehr davon versteht.

Paradigmenwechsel

Dann aber kam die Finanzkrise, und man war froh, dass unser Staat überall rettend eingriff, bei Fortis und Dexia und anderswo. Und die hiesigen Kapitalisten suchten panikartig den Ausgang, bei Cargolux und Cegedel und anderswo. Sie, die sich als treue, konservative, heimatverbundene Langzeit-Investoren ausgegeben hatten, erwiesen sich tatsächlich nur als geile Spekulanten und vaterlandslose Gesellen. Verlass dich auf sie, und du bist verlassen!

Die Krise hat uns nun jahrelang anschaulich verdeutlicht, dass der unkontrollierte Kapitalismus seine hochtrabenden Versprechen nicht halten kann, dass die reinen Marktmechanismen keineswegs optimal funktionieren, ja dass sie zuweilen überhaupt nicht funktionieren, und schließlich, dass die smarten Manager eigentlich gar nicht tüchtig, sondern nur gierig sind.

Die Krisenbewältigung verlief bei uns recht gut, weil die Staatsfinanzen eben nicht so verlottert waren, wie man es stets behauptete, und weil die Politiker nicht so doof und die Staatsbeamten nicht so lahm waren, wie die smarten Manager es verkündeten.

Vor allem auch im Kontrast zum Vorgehen im Ausland und auf der europäischen Ebene, hat uns die hiesige Krisenbewältigung bewiesen, wie eminent wichtig ein handlungsfähiger Staat ist, wenn es heißt, durch resolute Handeln ersten Schaden von den Wirtschaftsstrukturen fernzuhalten. Aber war nicht auch schon längst vor dieser Krise unsere leistungsfähige Verwaltung der Hauptträger der strukturellen

Diversifizierung unserer Wirtschaft und des überdurchschnittlichen Wachstums gewesen?

Promotor des Fortschrittes

Jene, die den Staat auf eine Nachtwächterfunktion zurückdrängen wollten und das soziale Wohlfahrtswesen als ruinös anprangern, müssen nach und nach einsehen, dass unser Staat zum eigentlichen Motor der wirtschaftlichen Entwicklung wurde, zum Katalysator des Aufschwungs und zu einer anerkannten Finanz-, Handels- und Dienstleistungsmetropole.

Es war nämlich der Staat, der die gesetzlichen und regulatorischen Voraussetzungen schuf für einen internationalen Bankenplatz, der dessen Arbeitsbedingungen ständig verbesserte und der immer wieder den Finanzakteuren einen Vorsprung gegenüber ihrer Konkurrenz verschaffen konnte durch eine superschnelle Umsetzung aller relevanten EU-Richtlinien. Es ist einer wagemutigen Initiative der Regierung und ihrer Verwaltung zu verdanken, wenn Luxemburg heute der bedeutendste Player in der Weltraumtelekommunikation ist. Gleiches gilt für die Ansiedlung der europäischen Investmentfonds-Industrie und des Internethandels.

Der Staat gibt die Marschrichtung vor und treibt die Produktivität weiter, indem er günstige Steuerregeln schafft für grenzüberschreitende Kapitalerträge, für den elektronischen Handel, für die Nutzung intellektueller Rechte, für die Hauptfirmen internationaler Gruppen und für einen „Freihafen“ auf Findel. Er handelt unzählige bilaterale Doppelbesteuerungs- und Investitionsschutz-Abkommen aus, beschafft Orbitalpositionen und Sendefrequenzen und sichert Lande- und Überflugrechte auf allen Kontinenten, richtet eine Hochseeflotte ein und siedelt Forschungszentren an.

Diese beeindruckende Liste rein staatlicher Leistungen ließe sich weiterführen... Dass der Staat sich über eine Beteiligung an einem Venture-Capital-Fonds an die Unternehmen der High-Tech-Branche heranarbeitet, wurde erst dann bekannt, als die über diesen Weg nach Luxemburg gelockte Firma Skype plötzlich für einen Milliardenpreis veräußert wurde. Plötzlich erfuhr das breite Publikum, was die Fachwelt bereits wusste: Luxemburg war auch in der Internet-Welt ein „Global Player“.

Graduell wurde Luxemburg zu einer Wirtschaftsmetropole und einem europäischen Handelsplatz, nicht weil der Staat sich aus der Wirtschaft heraushält, sondern weil er sich pro-aktiv einbringt. Das gesamte, staatlich geschaffene Umfeld des Standortes wird international gelobt: eine schnelle, verlässliche und vielsprachige Verwaltung, kurze Wege und schnelle Entscheidungen, ein integriertes Justizsystem mit einem modernen Handelsrecht, das vor allem im Finanzbereich seines Gleichen sucht. Aber auch Lebensqualität, kulturelle Vielfalt, Sicherheit: alles „Made in Luxembourg“ durch eine 1A-Verwaltung.

Kurz: Der Staat stellt sich auch in der Wirtschaft den neuen Aufgaben, die sich ihm aufdrängen. Währenddessen nervt uns die Fedil mit ihren Indexierungs- und Mindestlohn-Querelen. Und der niemanden gegenüber verantwortliche Zentralbankeraufseher sagt, dieses Land werde nicht regiert und der Staatsbankrott werde immer unvermeidbarer.

Importierte Belastungen

Etwas anderes kommt hinzu. Während die Bürger verstärkt ein Primat der Politik einfordern gegenüber der Allmacht der Wirtschaft und des sogenannten „Marktes“, (Siehe dazu die Protestbewegung „Occupy Wall Street!“), welche ohne jeden Zweifel richtige und berechtigte Fragen stellt, auch wenn sie selbst keine Antworten darauf liefern kann.), schwindet nach und nach der Spielraum unserer Regierung gegenüber der Allmacht der europäischen Technokratie. Und sogar die G10- und G20-Gipfel zwingen uns immer mehr Vorgaben auf.

Wo der Luxemburger Staat es für notwendig erachtet, die wirtschaftliche Entwicklung einzelner Sektoren oder export-

orientierter Unternehmen zu begleiten, stößt er an Brüsseler Regeln und Begrenzungen, die manchmal schon vom Ansatz her unsinnig sind, spätestens jedoch im konkreten Luxemburger Kontext zu Absurditäten werden. Alle erdenklichen Regulierungen werden harmonisiert und gleichgeschaltet, von der Krümmung der Gurken bis zur Mindestgröße der Rosinen, nicht zu reden von den Angriffen auf unser Bankgeheimnis und dem Druck bezüglich der gesamten Steuergesetzgebung.

Nach den ideologischen Thesen und integristischen Ansprüchen der angelsächsischen Marktfanatiker müssen alle öffentlichen Dienstleistungen wettbewerbsmäßig dereguliert werden, Postverteilung, Telefonverbindungen, Wasser- und Kanalan schlüsse, selbst Gesundheits- und Alterspflege. Dafür schafft man dann komplizierte Regeln und neue Aufsichtsbehörden, um schließlich den Staatsbeamten vorzuwerfen, sie seien zu zahlreich.

Finden die Luxemburger, etwas sei gut für ihr Land und seine Entwicklung, so stellen die Euro-Theoretiker in ihren Elfenbeintürmen prompt fest, das sei nicht marktkonform, es sei wettbewerbsverzerrend oder protektionistisch, bloß weil einige Profitmacher gehindert werden, auf unnützen Märkten kräftig abzusahnen. Als ob die Alten, die Kranken, die Kinder, die Wassertrinker, die Klobenutzer, die Fußballzuschauer und die Gefängnisinsassen primär dazu da wären, den privaten Dienstleistern Umsatzzahlen und Gewinnchancen zu liefern.

Sozialstaat

Als externer Eingriff des Gesetzgebers in das Marktgeschehen ist die Lohnindexierung den Kapitalisten ein Gräuel, das sich dem Kult der „Shareholder's Value“ entgegenstemmt. Die Brüsseler Kommission schafft es zwar (noch) nicht, vom Staat den Verkauf von Post, Sparkasse, Eisenbahn und Flughafen zu erzwingen, aber auch in diesen Bereichen läuft doch vieles bereits weitgehend nach dem Schema der extremistischen Bolkestein-Vorgaben, weil der jährliche Reingewinn die Interessen der Bürger verdrängt.

Alles muss der Markt regeln, weil er angeblich alles besser regeln kann. Auch wenn das hundert Mal widerlegt ist. Tatsächlich ist die Verteilung des Wirtschaftskuchens durch den Markt oft absurd und meistens einseitig, jedenfalls nicht im Einklang mit dem, was die Luxemburger erwarten. Kurz: Unter dem Druck von Globalisierung und anhaltenden europäischen Harmonisierungen hat unser Staat an Autonomie eingebüßt und begegnet immer mehr Problemen, den demokratischen Erwartungen der Bürger gerecht zu werden.

Der soziale Fortschritt hat wichtige Errungenschaften gebracht, die uns sinnvoll und verteidigungswert erscheinen. Die Mission des Staates als Um-Verteiler von oben nach unten, lassen wir uns nicht madig machen mit Schlagworten wie jenem des „schlanken Staates“ und mit rein ideologischem Gesäusel, das der öffentlichen Meinung von der Fedil als „Wirtschaftswissenschaft pur“ aufgeschwatzt wird.

Weil der politische Handlungsspielraum der nationalen Entscheidungsträger auf so vielen Gebieten zunehmend eingengt wird, ist es umso wichtiger, dass der Staat überall dort, wo er noch etwas selbst entscheiden oder mitentscheiden kann, auch tatsächlich in der Lage bleibt, die dazu erforderlichen Mittel zu mobilisieren. Wenn er sich an Unternehmen in wichtigen Sektoren beteiligt, hat er zusätzlichen Einfluss. Das setzt aber voraus, dass sich der Staat optimal strukturiert für die erforderlichen und wünschenswerten Aktionen und Eingriffe. Der Vorschlag der Staatsbeamtenkammer zum Beteiligungsfonds setzt hier an.

Aktionär Staat

Wie wichtig gesunde Staatsfinanzen und besonders eine niedrige Verschuldung sind, wird derzeit europaweit extrem wirksam vorgeführt. Das AAA-benotete Land Luxemburg hat sich seinen Kredit erhalten, so dass es nicht nur eine antizyklische Haushaltspolitik betreiben, sondern auch die erforderlichen Kriseneingriffe in der

Bankenwelt durchziehen konnte. Dabei wurde der Staat – sozusagen nebenbei – Aktionär der hiesigen Kreditinstitute BGL und BIL und der Pariser BNP Paribas, abgesehen vom Erwerb kleinerer Beteiligungen, etwa an Luxair und der Luxemburger Börse.

Das sind nur die letzten Zugänge im staatlichen Beteiligungs-Portfolio. Dieses hat sich nach und nach gebildet, getrieben durch externe Umstände. Der Staat wurde zu einem Aktionär bei rein privaten Global Playern, die weltweit agieren, und er hat Anteile an Unternehmen mit einer gewissen strategischen Bedeutung für Luxemburg, etwa in der Energieversorgung und der Luftfahrt oder in anderen Infrastrukturbereichen.

Wichtiger Arbed-Aktionär wurde er vor über 30 Jahren durch die damalige Stahlkrise und die erforderlichen Stützungsmaßnahmen, und bei den späteren Fusionen verblieb er im Kapital von Arcelor und ArcelorMittal. Beim Satellitenbetreiber SES war die öffentliche Hand über SNCI und Sparkasse ein Gründungsaktionär, um dem anfangs extrem umstrittenen und unsicheren Projekt eine gewisse Glaubhaftigkeit zu sichern; später tauschte der Staat die Gebühren, die ihm als Beschaffer von Orbitalpositionen und Frequenzen zustanden, gegen ein weiteres Aktienpaket ein, als die Firma durch eine Fusion zum globalen Player aufstieg.

Die Staatsbeteiligungen bei BGL, bei ihrer Pariser Mutter und demnächst bei BIL, wie auch diverse Anteile im Industriebereich, stammen aus akuten Rettungsmaßnahmen. Anderes Vermögen, wie etwa die Luxair- und SEO-Aktien kommen noch aus Zeiten, wo der Staat mit Partnern zusammen notwendige Strukturen schuf, die er nicht allein aufbauen konnte.

Kriegskassen für die Krise

Kurz, der Staat ist heute nicht nur Nachtwächter und Polizist, Wald- und Feldhüter, Fluglotse und Bankenaufseher, Lehrer und Sozialarbeiter, Zöllner und Steuereinnahmer, nein, er wirkt auch aktiv und entscheidend als Mitbesitzer im Wirtschaftsleben mit. In den siebziger Jahren musste er als Notarzt ans Bett der Arbed, und ohne seine Bluttransfusionen hätte es keine monatlichen Lohnzahlungen mehr gegeben. Dann ist er bedrohten Industriebetrieben beigesprungen, bevor er zum Bankenretter aufstieg.

Willkommen ist er in der Unternehmenswelt auch als Geburtshelfer mit seinem Inkubator für die Start-Ups, als türöffnender Geschäftevermittler mit seinen Prospektionsreisen auf andere Kontinente, als Investitionsförderer mit den diversen günstigen SNCI-Krediten, mit seinen Industriezonen, mit den Industrieständen auf Messen im Ausland und mit den unterschiedlichsten Beihilfen, etwa für Teilzeitarbeitslosigkeit, Mitarbeiterausbildung, Forschungsförderung.

Das alles ist sehr sinnvoll von Seiten des Staates. Nur ist es unverschämt von den Unternehmern, dies alles einzusacken und dann dem Staat verbieten zu wollen, gleichzeitig auch Sozialpolitik, Familienpolitik, Gesundheitspolitik und Umweltpolitik zu betreiben. Dann tönt es, die Politik beglücke das Volk mit Geld, das ausschließlich und allein vom produktiven Privatsektor verdient werde.

Der stets helfende Staat erntet von den Bossen nicht den Respekt, der ihm zusteht. Angeblich, weil die Unternehmen allein alles Risiko tragen. Was so nicht stimmt, denn das wirtschaftliche Risiko des Staates und der Allgemeinheit wurde in letzter Zeit immer größer, sei es über den Arbeitslosenfonds, sei es über die Bankenrettungsmaßnahmen.

Der Staat hat in der Wirtschaft nicht nur einen Platz als Förderer, als Gesetzgeber und Regulator. Wenn er Geldgeber ist und Risiko trägt, muss er auch aktiv mitreden können, eventuell als Miteigentümer. Der Vorschlag der Staatsbeamtenkammer über einen Investitionsfonds trägt den neuen Realitäten Rechnung, indem er es dem Staat erleichtern will, schnell einzugreifen, wenn es nötig ist.

Ein staatlicher Beteiligungsfonds muss her

Staatsbeamtenkammer schlägt die Schaffung eines staatlichen Investitions- und Beteiligungsfonds vor

In ihrer Analyse der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes, welche die Beamtenkammer in ihrem diesjährigen Budgetgutachten vorgelegt hat, wird vor allem die wichtige Rolle des Staates in der Wirtschaft gewürdigt. Weil er ein außergewöhnlich günstiges Umfeld für das Geschäftsleben schaffen konnte und dieses kontinuierlich weiter verbessert, erlebt Luxemburg seit Jahren einen internationalen Aufschwung.

Diesen Erfolg verdanken wir der Tatsache, dass sich unser Staat – entgegen den Forderungen und Markt-Theorien der internationalen Superkapitalisten – nicht aus der Privatwirtschaft heraushält, sondern weil er sich auf intelligente Weise sehr gezielt einbringt. Eine ausführliche Beschreibung des staatlichen Wirkens und der wachsenden Rolle des Staates in der Wirtschaft liefert „fonction publique“ nebenstehend.

Von der Staatsbeamtenkammer aber wird auch darauf verwiesen, dass der Staat nicht nur pro-aktiv und fördernd eingreift, wofür er die notwendigen Instrumente und Strukturen geschaffen hat, sondern dass er immer wieder auch den Feuerwehrmann spielen muss.

Im Laufe der Jahre musste er öfters helfend eingreifen, weil prinzipiell lebensfähige Unternehmen plötzlich akut in ihrer Existenz bedroht waren, durch Managementfehler oder durch Konjunktur- und Strukturkrisen: die Stahlfirmen, kleinere Industriebetriebe und schließlich größere Banken. Mit derartigen Situationen wird auch künftig zu rechnen sein. Für diese Fälle aber hat sich der Staat keinen geeigneten Finanzierungsweg geschaffen, weswegen die Berufskammer nun entsprechende Vorschläge unterbreitete.

Man erinnert sich daran, dass der Staat plötzlich einen 49-prozentigen Anteil an der Bank BGL Fortis übernehmen musste, wovon er kurze Zeit später ein Drittel gegen Aktien des neuen Pariser Mutterhauses BNP Paribas umtauschte. Zur Finanzierung des Eingriffs war eine Staatsanleihe erforderlich, und die Staatsschuld erlebte deswegen einen empfindlichen Zuwachs. Nun lässt sich die Regierung im Haushaltsgesetz für 2012 erneut ermächtigen, der Dexia-Gruppe eine Staatsgarantie zu stellen, sowie den angekündigten Erwerb eines Anteils an der BIL gegebenenfalls mit einer Neuverschuldung zu finanzieren.

Gegen den Erwerb von Anteilen an BIL und BGL hat es politisch keine öffentliche Kritik gegeben. Die Beamtenkammer vermerkt jedoch, dass es einfach nicht normal ist, derartige Transaktionen

jedes Mal über Budgetmittel oder über neue Staatsanleihen zu finanzieren.

Sie verweist auf den hohen Bestand an staatlichen Beteiligungen bei Firmen, mit einem Realwert von weit über 5 Milliarden Euro. Wenn das Schatzamt diese Aktiva in einen speziellen Beteiligungsfonds einbringt, entsteht dabei ein finanzkräftiges Vehikel, das sich jederzeit schnell weitere Mittel beschaffen kann, die auch für größere Transaktionen ausreichen.

Somit soll der vorgeschlagene Fonds lediglich bestehende Finanzmittel bündeln, um selbst zu einem Finanzierungsinstrument zu werden, schnell handlungsfähig durch Direktfinanzierung am Markt ohne Bedarf neuer Staatsmittel. Eine eigene Verwaltung wäre nicht erforderlich, da sich der Fonds durch das Personal und die Organe der SNCI verwalten ließe.

Wohl besteht heute schon die Möglichkeit für den Staat, kleinere oder mittlere Beteiligungen über die ihm zu 100% gehörende SNCI (Société Nationale de Crédit et d'Investissement) zu nehmen. Mit einer Bilanzsumme von derzeit 1,2 Milliarden Euro dient diese Staatsbank aber in erster Linie der Vergabe günstiger Kredite an investierende und Arbeitsplätze schaffende Unternehmen. Über die SNCI hält der Staat eine gewisse Anzahl von Beteiligungen, beispielsweise 7,2% an SES, 19,1% an Paul Würth, 10,7% an Cargolux, 22,0% an Luxcontrol, 19,8% an Luxtrust, 47,1% an Sisto, 34,5% an Groupe Eurobeton, 24,8% an CTI Systems, 10,0% an enovos, 50% an CD-PME, 17% an Northstar Europe usw.

Doch eine Reihe großer Beteiligungen hält der Staat direkt: 2,5% an Arcelor-Mittal und 2,5% an Aperam, 1,1% an BNP Paribas und 33% an BGL BNP Paribas, 40,3% an SEO, 12,4% an der Luxemburger Börse, zusätzliche 7,7% an SES (neben den beiden 7,2%-Beteiligungen von SNCI und Spuerkeess), weitere 11,0% an Paul Würth (neben den 19,1% der SNCI), 26,9% an Luxair (die ihrerseits wiederum 43,5% an Cargolux hält, neben den 10,9% für Sparkasse und 10,7% für SNCI). Vor allem ist der Staat natürlich der Besitzer der großen öffentlichen Unternehmen mit jeweils 100% bei P&T, Staatssparkasse (BCEE), SNCI, Banque Centrale und Flughafen sowie mit 94% bei SNCFL. Nebenbei bemerkt, besitzen vor allem das P&T-Unternehmen und die BCEE zahlreiche Tochterfirmen und halten Beteiligungen. So ist die Spuerkeess beispielsweise mit 40% an der Versicherungsgruppe lalux beteiligt.

Die vorgeschlagene Zusammenfassung der wichtigsten Beteiligungen des Staates würde die Möglichkeit schaffen, künftige Eingriffe, wie Firmenübernahmen, Erwerb von Beteiligungen oder erforderliche Rekapitalisierungen einzig und allein auf Grund der Sachlage und der Erfordernisse zu beurteilen und zu entscheiden, ohne sich um die Finanzierung sorgen zu müssen, also ohne Budgetreserven abzuzweigen, die dann anderswo fehlen werden, und ohne die Staatschuld im eigentlichen Sinne aufzublähen.

Die „Chambre des Fonctionnaires et Employés publics“ sieht keine Notwendigkeit, eine neue Verwaltungsstruktur zu schaffen. Auch die regierungsinternen Zuständigkeiten der einzelnen Ministerien, für die politische Aufsicht über die öffentlichen Unternehmen wie in der Zusammenarbeit mit den betroffenen Firmen ihrer Ressorts, bräuchten nicht angetastet oder abgeändert zu werden. Die Budgeteinnahmen aus bestehenden Beteiligungen könnten weiter fließen, wenn der Staat dem Investitionsfonds entsprechende Vorgaben macht.

Das Gutachten der Beamtenkammer weist schließlich noch darauf hin, dass die Schaffung des vorgeschlagenen Fonds unter Umständen schnell die Forderung bewirken könnte, auch dem breiten Publikum eine Investitionsmöglichkeit in den Fonds zu öffnen. Hierzu gibt sie sich jedoch sehr reserviert. Die Entscheidungen der Investitionspolitik müssen nämlich ausschließlich bei den Verantwortlichen des Staates verbleiben, und diese Entscheidungen sollten allein im volkswirtschaftlichen Interesse des Landes getroffen werden, ohne privatwirtschaftliche und finanzielle Überlegungen. Zudem würden die so zugelassenen Privatinvestoren sich früher oder später über eine ungenügende Liquidität ihrer Papiere beklagen und deren Börsennotierung fordern. Die sich dann zwangsläufig ergebenden Renditeerwägungen aber würden der fundamentalen Logik des vorgeschlagenen Fonds entgegenlaufen, der allein dem langfristigen nationalen Wohl dienen soll und daher am besten voll in der Hand des Staates verbleibt.

X.

Ein Staatsfonds ist nicht gleich ein Staatsfonds

Im Jahre 2008 wurde von der Handelskammer die Schaffung eines Luxemburger „Sovereign Fund“ vorgeschlagen. „fonction publique“ bezeichnete diese kapitalistische Idee als total unnütz und sinnlos, so wie auch Finanzminister Frieden sie spontan zurückwies. Ein paar Monate später war sie vergessen, weil die plötzliche Finanzkrise echte Sorgen und Gesprächsthemen in den Vordergrund rückte.

Derartige souveräne Anlagenfonds ergeben durchaus einen Sinn für Länder, die während einer begrenzten Zeit ein hohes Staatseinkommen und Überschüsse der Leistungsbilanz verzeichnen, etwa aus der Förderung von Bodenschätzen, und die daher staatliche Ersparnisse beiseite legen wollen für die Zeit nach dem Erschöpfen der entsprechenden Einnahmenquellen. Meistens werden diese Mittel weltweit langfristig angelegt. Die beiden größten derartigen Fonds, aus Abu Dhabi und aus Norwegen, sind über 500 Milliarden Dollar schwer; Fonds mit mehr als 100 Milliarden Dollar an Aktiva gibt es über ein Dutzend.

Da in Luxemburg die Rücklagen der Pensionskassen bereits über einen öffentlichen Fonds angelegt sind, den „Fonds de compensation commun au régime général de pension“ mit derzeit rund 12 Milliarden Euro, blieb im Projekt der Handelskammer weitgehend ungeklärt, woher die Mittel des vorgeschlagenen Luxemburg-Fonds denn kommen sollten. Man begnügte sich mit abstrakten und theoretischen Erörterungen über die Nützlichkeit eines solchen Fonds. Als würden ansonsten unsere Ur-Ur-Enkel irgendwann verhungern. Klar war hingegen vor allem, dass die angehäuften Gelder weltweit für Maximalrenditen angelegt werden sollten.

Der Vorschlag war schnell vergessen, ging es doch offensichtlich um Austerität und staatliches Ultra-Sparen, um so die Finanzmittel zusammenzubringen für die Zulassung zum weltweiten Monopoly-Spiel und zum großen Tanz um das goldene Kalb. Als sei es eine Aufgabe des Staates, Gelder einzutreiben, um sich als Kapitalist betätigen zu können!

Die „Sovereign Wealth Funds“ dienen vor allem der sehr langfristigen Kapitalanlage, was sie abhebt von den privaten Investmentfonds, deren allein über 13.000 in Luxemburg beheimatet sind und die ein Drittel der Geschäfte unseres Finanzplatzes darstellen. In der Krise sahen sie ihren Netto-Inventarwert um ein Drittel absinken, bevor sie sich wieder auf das Niveau von 2007 hocharbeiten konnten.

Wenn nun die Staatsbeamtenkammer, wie obenstehend erläutert, einen milliarden schweren staatlichen Luxemburger Investitions- und Beteiligungsfonds vorschlägt, dann geht es ihr dabei selbstverständlich nicht um solche Fonds und um eine Teilnahme unseres Staates am Weltkapitalismus, sondern vielmehr um eine strukturelle Verbesserung der staatlichen Verwaltung, um unsere Volkswirtschaft besser abzusichern gegen die wachsenden Gefahren, die als Folgen der derzeitigen Finanzkrise aus dem Ausland hereinschwappen können. Aus dem Versagen des Kapitalismus, so meint die Staatsbeamtenkammer, erwachsen dem Staat neue Aufgaben (siehe nebenstehend), auf die er sich vorbereiten muss.

Es geht darum, durch die institutionelle Bündelung bestehender staatlicher Beteiligungen an Unternehmen eine kräftige Finanzstruktur zu schaffen, welche im Bedarfsfall in der Lage ist, kurzfristig am Markt Finanzmittel aufzunehmen, um damit im Namen des Staates in das nationale Wirtschaftsgeschehen eingreifen zu können, wenn es erforderlich erscheint, ohne dass dafür auf Haushaltsreserven oder auf Staatsanleihen zurückgegriffen werden muss.



pour une fonction publique

- ▶ **indépendante,**
- ▶ **unie**
- ▶ **et solidaire**

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2011

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.

Bausparberatung

BHW-Sondersprechstage

Ein eigenes Haus, eine eigene Wohnung – das kann ich mir ja doch nicht leisten! Das sagen sich heute viele angesichts der ständig steigenden Preise auf dem Immobilienmarkt. Und träumen ihren Traum vom Eigenheim erst einmal weiter.

Billiger wird der Haus- oder Wohnungserwerb in den nächsten Jahren aber kaum werden. Den ersten Schritt sollten Sie deshalb am besten gleich tun: zum Beispiel sich über die Vorteile eines BHW-Bausparvertrags oder Sofortkredits informieren. Wenn Sie dies noch vor Jahresende tun, haben Sie die Möglichkeit, die Steuervorteile für das Jahr 2011 voll zu nutzen.

Die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement und die BHW Bausparkasse laden Sie zu einem unverbindlichen Beratungsgespräch ein:

- **bis 29. Dezember jeden Dienstag und Donnerstag zwischen 17 und 19 Uhr**
 - **am Samstag, dem 17. Dezember, von 9 bis 13 Uhr**
- am Sitz der
Oeuvre CGFP d'Epargne Logement /
BHW Bausparkasse AG Niederlassung
Luxemburg
16, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg.

Bitte reservieren Sie Ihren Beratungstermin: CGFP-Tel.: 47 36 51.

Rufen Sie noch heute an und nutzen Sie die Steuervorteile des Bausparens für das Jahr 2011!

Kompetente Bausparberater und Kreditvermittler stehen zu Ihrer Verfügung!

BHW-Chef zu Besuch bei Partner CGFP



Unser Bild zeigt den Vorstandsvorsitzenden der BHW-Bausparkasse, Dieter Pfeiffenberger (l.), während eines Arbeitsgesprächs mit dem Präsidenten der „Oeuvre CGFP d'Epargne Logement“, Jos. Daleiden. Insbesondere jungen Familien Geldmittel zum Wohnungserwerb zu günstigen Bedingungen zu vermitteln, soll weiterhin das oberste Ziel der nunmehr über 35-jährigen erfolgreichen Zusammenarbeit zwischen BHW und CGFP bleiben.

Foto: Steve Heiliger

Im Rahmen seines rezenten Luxemburg-Besuchs traf der Vorstandsvorsitzende der BHW-Bausparkasse, Dieter Pfeiffenberger, kürzlich zu einem ausgedehnten Meinungsaustausch mit dem Präsidenten der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“, Jos. Daleiden, zusammen. Bekanntlich ist die CGFP bereits vor rund 35 Jahren eine enge Partnerschaft mit dem Beamtenheimstättenwerk BHW eingegangen, womit neue Maßstäbe bezüglich Bausparen im Großherzogtum gesetzt werden konnten. Seither haben unzählige Familien mit einem BHW-Bausparvertrag oder -Sofortkredit ihren Traum vom Eigenheim wahr werden lassen.

Gegenstand der jüngsten Gespräche waren Rückblick und Bilanz hinsichtlich der langjährigen gemeinsamen Tätigkeit, aber auch ein Ausblick auf die weitere Zusammenarbeit im Bereich des Bausparens. Dabei wurde vor allem eins deutlich, und zwar dass auch in Zukunft alles daran gesetzt werden müsse, gerade jungen Haushalten die Finanzierung eines Eigenheims zu besonders günstigen Bedingungen zu ermöglichen. Dass sich das Bausparen vor dem Hintergrund der jüngsten Entwicklungen auf den Kapitalmärkten im Vergleich zu herkömmlichen Bankdarlehen als „die Alternative schlechthin“ für die Finanzierung eines Eigenheims erweise, darüber stimmten beide Seiten überein. Begrüßt wurden vor allen Dingen auch die jüngsten Fördermaßnahmen durch den Luxemburger Staat, so etwa die auf Einwirken der CGFP und der „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“ erfolgte Befreiung der Zinserträge

aus authentischen Bausparkontrakten von der Quellensteuer, wodurch diese Form des Bausparens sicherlich noch attraktiver geworden sei.

Neben solchen staatlichen Initiativen, die dazu beitragen, den recht kostspieligen Wohnraum auch für Familien mit bescheidenem Einkommen erschwinglich zu machen, wolle auch die „Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement“, als Bausparvorreiter in Luxemburg, ihre Bemühungen konsequent fortführen, um den CGFP-Mitgliedern Geldmittel zum Wohnungserwerb zu günstigen Bedingungen zu vermitteln, unterstrich „Oeuvre“-Präsident Jos. Daleiden am Ende der Unterredung. Dass auch die BHW-Bausparkasse gewillt sei, diesen Weg nach einer mehr als 35-jährigen erfolgreichen Zusammenarbeit weiterhin mitzugehen, sicherte BHW-Chef Dieter Pfeiffenberger bei seinem Luxemburg-Besuch zu.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass Dieter Pfeiffenberger am 1. April 2010 als neuer Vorsitzender an die Spitze des Vorstandes der BHW Bausparkasse AG berufen wurde. Er löste damit Hans-Joachim Gasda ab, der sein ganzes Berufsleben dem BHW gewidmet hatte und am 31. März 2010 in den wohlverdienten Ruhestand getreten war. Mit seinen Erfahrungen im Vertrieb und im Produktmanagement hatte sich Dieter Pfeiffenberger von Anfang an der Herausforderung gestellt, die BHW-Bausparkasse noch stärker im Markt zu verankern. Seit Januar 2008 war er bereits Generalbevollmächtigter der BHW-Bausparkasse und seit Oktober 2009 Mitglied des BHW-Vorstandes.

s.h.

Wärmen mit Infrarot



Früher gab es sie nur im Reformhaus, heute firmieren sie unter Heiz-Möbeln und sind als Bild, Notiz-Tafel oder Spiegel verkleidet. Infrarotheizungen sind neuerdings als schicke Deko-Objekte erhältlich. Angeboten werden sie in verschiedenen Farben und Designs, auf

Wunsch auch individuell bedruckt. Ihre Installation ist ganz einfach: Wie ein Bild werden sie an der Wand befestigt und mit der Steckdose verbunden. Die kleine Deko-Heizung hat es in sich. Im Gegensatz zu anderen Heizsystemen erwärmen die Strahlen der Infrarotheizung nicht primär die Raumluft, sondern die Objekte in ihrer Umgebung. Diese speichern die Wärme nachhaltig und geben sie langsam wieder ab. Die Geräte können daher schon nach kurzer Aufheizphase wieder ausgeschaltet werden und sparen wertvolle Heizenergie. Ein weiterer Vorteil sind die Gesundheits- und Wellnesseffekte der Infrarotheizungen. Ihre Strahlen dringen tief in den Körper ein und stärken von innen heraus das Immunsystem. Zusätzlich wirken sie sich positiv auf Entzündungen und Gelenkerkrankungen aus. Je nach Raumgröße sind Infrarotheizungen mit bis zu 1.500 Watt Leistung erhältlich.

Le logement social dans le collimateur

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, communément dénommé «Fonds du logement», est chargé de toute opération relative à l'acquisition de terrains à bâtir, ainsi qu'à la construction de

logements à coût modéré

destinés à la vente ou à la location.

Par ses activités sociales, le Fonds du logement a, depuis 1979, permis à un nombre considérable de personnes d'accéder à un logement décent, alors que ces derniers n'auraient pas pu bénéficier d'un tel logement au vu des prix inabordables du marché immobilier privé.

Le Fonds du logement est une entreprise publique sous la tutelle et le contrôle de l'Etat luxembourgeois qui participe aux activités du Fonds du logement moyennant des aides financières à la construction de logements à coût modéré. En outre, l'Etat soutient le développement du logement par des aides individuelles au logement, comme p.ex la prime de construction, la subvention d'intérêt, etc.

Concernant les aides étatiques à la construction de logements à coût modéré, la participation de l'Etat n'est accordée que si au moins 60% des acquéreurs des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition et à des conditions de revenu et de composition de ménage.

Afin de promouvoir une mixité sociale en rassemblant dans un même immeuble des résidents de toutes les couches sociales, le Fonds peut vendre jusqu'à 40% de ses logements sur le marché immobilier (des fois par une vente aux enchères).

Actuellement le Gouvernement luxembourgeois se voit opposé à une plainte d'un promoteur immobilier privé, déposée auprès de la Commission européenne, estimant que les subventions étatiques en faveur du Fonds du logement constituent des aides d'Etat illégales (selon le droit européen) du fait que le secteur privé est exclu de ces aides, ce qui crée un monopole de fait pour le domaine de la création de logements «dits sociaux».

Cela signifie que le plaignant, qui a demandé de rester anonyme (*ce que les règles européennes acceptent à condition que l'identité du plaignant soit connue par la Commission*), reproche au Gouvernement luxembourgeois que les aides accordées au Fonds du logement sont contraires aux règles européennes sur la libre concurrence et le marché intérieur et, de ce fait, le Fonds du logement exerce une concurrence déloyale vis-à-vis du secteur immobilier privé qui, dans ces conditions, ne saurait être compétitif sur le marché.

En plus, le plaignant fait croire que des logements subventionnés sont considérés et traités comme «logements sociaux», alors qu'en fait ils seraient attribués à des bénéficiaires qui ne sont, ni socialement défavorisés, ni exclus.

Il y a lieu de relever de prime abord qu'un promoteur privé peut bel et bien obtenir des aides de l'Etat s'il réalise une construction de logements à coût modéré, et s'il accepte toutes les conditions légales imposées par la loi applicable aux promoteurs publics et privés.

L'exemple d'un promoteur privé qui a bénéficié d'aides collectives au logement, il y a environ 20 ans, est malheureusement resté unique.

Malgré les nombreuses aides collectives au logement dont pourraient profiter des promoteurs privés, ceux-ci ne sont manifestement, preuve à l'appui, pas intéressés à cause d'un trop faible rendement par rapport à d'autres formes d'investissements immobiliers.



Photos: Steve Heiliger

En outre, pour les logements vendus à des non-bénéficiaires de la prime de construction/d'acquisition, l'Etat ne concède aucune aide.

Tout cela n'a apparemment pas pu convaincre la Commission européenne qui a lancé une enquête pour passer au crible les activités du Fonds et pour voir si elles ne sont pas contraires aux règles européennes sur la libre concurrence et le marché unique.

Pour le moment, le dossier n'est qu'au stade de l'enquête. Après analyse du dossier, la Commission pourra, soit reconnaître les aides au logement comme en concordance avec les traités de l'Union, soit les considérer comme illégales et lancer une mise en demeure du Grand Duché, en l'invitant à modifier ses procédures et se conformer au traité et, au pire, décider des mesures plus draconiennes (voir ci-après l'exemple des Pays-Bas).

Ce n'est pas la première fois que la Commission européenne enquête et s'oppose sur la politique de logements sociaux pratiquée par un Etat membre. Elle l'a fait pour l'Irlande, la Belgique, la Suède et les Pays-Bas.

Il y a lieu de relever que dans chaque Etat membre de l'Union existent des logements sociaux ou logements à coût modéré.

Le logement absorbe en moyenne plus que 25% du budget des ménages, ce pourcentage pouvant aller jusqu'à 50% pour les ménages disposant de très faibles ressources, ou dépendant des minima sociaux, c. à d. *que pour une grande partie des ménages le logement offert sur le marché immobilier traditionnel n'est plus financièrement «abordable».*

Le logement social est

la réponse des pouvoirs publics à la défaillance du marché du logement

à satisfaire l'ensemble des besoins et de garantir à tous l'accès à un logement décent à un prix/loyer abordable.

Plus de 20 millions de ménages européens bénéficient d'un logement social, alors que plusieurs millions de ménages sont sur des listes d'attente. S'y ajoutent les personnes dépourvues de tout logement ou logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou indécents.

Comme le logement fait partie des biens de première nécessité, il existe dans tous les Etats membres de l'UE un

droit au logement

(en France, il s'agit même d'un *droit opposable*), que ce soit par le biais de la constitution, par une loi ou par une convention internationale, étant entendu que l'effectivité du droit au logement dépend le plus souvent, et pour l'essentiel, de la disponibilité d'une offre adéquate.

Le logement social dans l'UE se distingue par trois conceptions différentes:

1. Conception résiduelle

Ce sont des logements réservés exclusivement à des personnes défavorisées ou exclues, clairement identifiées comme telles.

Pour ces logements, il existe des règles très strictes en matière d'attribution. Le loyer est pris en charge presque intégralement par le système d'aide sociale.

Cette conception qu'on retrouve dans 11 Etats membres (Irlande, Royaume-Uni et les nouveaux Etats membres) n'entre pas en concurrence avec le secteur immobilier privé et de ce fait correspond parfaitement à la définition restrictive de la Commission de ce qu'il faut entendre par logement social, à savoir «des logements aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés».

Pourtant l'art 34.3 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est moins restrictif et reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous

ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les règles établies par l'Union et les législations et pratiques nationales.

2. Conception généraliste du logement social

Les bénéficiaires visés par cette conception sont des personnes ayant des difficultés à accéder au logement en raison de l'insuffisance de leurs revenus.

Les personnes visées par cette conception généraliste sont donc des personnes avec des ressources modestes, y compris les personnes défavorisées de la conception résiduelle.

La notion de ressources modestes est toute relative. L'accès au logement est généralement conditionné à des plafonds de revenus. Le prix du logement est plafonné.

Dans des immeubles relevant du domaine du logement social, des logements, ou même des locaux de commerce, sont également attribués à des personnes «plus aisées», ceci dans le but d'une promotion de la mixité sociale et urbaine et de lutte contre la ségrégation sociale. De tels logements ne sont pas subventionnés par l'autorité publique.

Cette conception a une influence limitée sur le niveau global de l'offre de logements et sur ses prix, et n'entre guère en friction avec le marché immobilier privé, vu le périmètre des bénéficiaires et la valeur des plafonds de ressources retenus, et vu que les marges bénéficiaires restent très restreintes pour les promoteurs privés.

Treize Etats membres, dont le Luxembourg, pratiquent la conception généraliste.

3. Conception universelle du logement social

Cette conception entend fournir un logement à tout citoyen, quelque soit ses revenus (y compris les personnes défavorisées ou à revenus modestes), et représente une offre complémentaire au marché immobilier traditionnel.

Elle a une grande influence sur les conditions du marché et les prix par le biais d'une politique tarifaire de logement aux coûts réels, et non en référence aux valeurs du marché.

La conception universelle du logement ne correspond pas, selon la Commission européenne, à la définition communautaire de l'intérêt général inhérent au logement social, du fait qu'elle va bien au-delà de la demande sociale.

Il n'y a que trois pays qui la pratiquent (Pays-Bas, Suède et Danemark), dont les deux premiers ont été, ou sont, confrontés à des plaintes/litiges pour distorsion de concurrence.

Même si l'Union européenne n'a pas de compétence spécifique pour ce qui est du logement, celui-ci est soumis au droit européen par l'effet de certaines autres politiques communautaires, notamment celle de la concurrence, des aides d'Etat, du marché intérieur, de l'efficacité énergétique et de la politique régionale.

Les actuels débats et les contentieux concernant l'application des règles européennes sur la concurrence et les aides d'Etat tournent autour de la définition que donne la Commission européenne du logement social (qui selon sa communication sur les Services Sociaux d'Intérêt Général de 2006 [CE/177 final, point 1.1 3^e tiret] considère comme logement social «un logement destiné aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés»).

Un logement répondant à ces critères est considéré par la Commission comme service d'intérêt économique général (SIEG) non soumis aux règles



de la concurrence en vertu de l'article 106.2 du traité de Lisbonne, qui accorde une dispense des règles de la concurrence dans le cas où l'application de ces règles ferait échec aux missions imparties à ces SIEG.

La question qui se pose: est-ce que la Commission est compétente pour définir les critères selon lesquels une personne est défavorisée ou fait partie d'un groupe social moins avantage, et dans quelles conditions elle peut faire valoir ou non son droit à un logement décent?

Le droit à un logement décent à un prix abordable ne peut être sacrifié sur l'autel d'une idéologie qui part de l'idée que la libre concurrence est dans tous les cas au profit du bien-être des citoyens, alors que les forces du marché ne peuvent pas garantir un accès universel audit logement.

Si on parle d'un logement abordable, on ne devrait pas uniquement viser des personnes défavorisées, mal logées ou sans domicile fixe, mais également une grande partie des ménages pour lesquels le logement offert sur le marché immobilier traditionnel n'est plus financièrement «abordable».

Dans ce contexte il y a lieu de citer la déclaration du commissaire européen Laslo Andor (commissaire de l'emploi et des affaires sociales) faite devant le Parlement européen le 18 mai 2010:

La crise a illustré un énorme échec du marché, pas seulement dans le secteur financier, mais aussi dans le secteur du logement et il est apparu très clairement que les forces du marché ne pouvaient à elles seules résoudre ces problèmes, non seulement pour ceux qui sont extrêmement pauvres, mais également pour des catégories plus larges de la population. C'est la raison pour laquelle je tiens à m'opposer très clairement à tout principe qui restreindrait le concept de logement social aux seules catégories les plus pauvres de la société, en particulier par rapport à la diversité des pays européens et au principe de subsidiarité.

Si le Commissaire Andor n'entend donc pas limiter le logement social au concept résiduel concernant uniquement les personnes extrêmement pauvres, et voudrait l'étendre, pour le moins, au concept généraliste, en y incluant les personnes ayant des difficultés d'accès, il se heurte à d'autres commissaires et services de la Commission, apparemment beaucoup plus influents que lui, qui ont une vue beaucoup plus restrictive et limitent le logement social au «logement destiné aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés» c. à d. exclusivement à des bénéficiaires pouvant être classés dans le concept résiduel.

Dans une déclaration écrite du Parlement européen sur la définition européenne du logement social, 224 députés européens se sont portés fort pour un accès universel au logement social et le respect du principe de subsidiarité par la Commission européenne.

En ce qui concerne le litige concernant la politique de logements sociaux

néerlandais, la Commission reproche aux Pays-Bas que les activités de logement ne restent pas limitées aux socialement défavorisés. En cas de surcapacités de logements sociaux, les corporations de logement louent les logements sociaux à des personnes bénéficiant de revenus plus élevés, les concurrents commerciaux non bénéficiaires de l'aide publique étant ainsi défavorisés et conclut que «la possibilité de louer des logements sociaux à des groupes aux revenus plus élevés doit être considérée comme une erreur manifeste du service d'intérêt général du logement social».

En conséquence la Commission a retenu qu'«une surcapacité excessive et structurelle des logements sociaux doit donc être évitée par la vente de ces logements sociaux...»

Si la Commission européenne est effectivement compétente en matière de contrôle de l'erreur manifeste de la qualification de service d'intérêt général, son analyse du «caractère social» du service d'intérêt général remet en question le principe d'accès universel applicable aux services sociaux définis par les Etats membres, sachant que la définition, l'organisation et le financement des services d'intérêt général relève de la compétence des Etats membres.

Après plusieurs années de négociations, le gouvernement néerlandais a accepté l'introduction d'un plafond de revenu unique de 33.000 euros par ménage et l'attribution de 10% de l'offre nouvelle de logements hors plafond, mais sous critères objectifs de priorité.

La Commission ne fonde donc pas l'appréciation de l'erreur manifeste sur une analyse des besoins réels en logements aux Pays-Bas, mais sur la définition d'un périmètre d'intervention du logement social, indépendamment des situations de tension sur les marchés locaux de logement.

Or, cette définition du périmètre du SIEG du logement social est contestée, notamment par les corporations d'habitation à loyer modéré néerlandaises qui ont porté plainte devant la Cour de Justice européenne et reprochent à la Commission d'avoir

- outrepassé ses compétences en donnant sa propre définition du logement social;
- décidé à tort qu'un Etat membre doit définir ses SIEG sur la base d'un seuil de ressources;
- abusé de la procédure d'évaluation des régimes d'aide existants en exigeant sur la base de cette procédure une liste limitative des bâtiments que l'on peut qualifier d'immeubles sociaux.

(sources: Journal officiel de l'UE T202/10; rapport d'activité de l'Union sociale pour l'habitat).

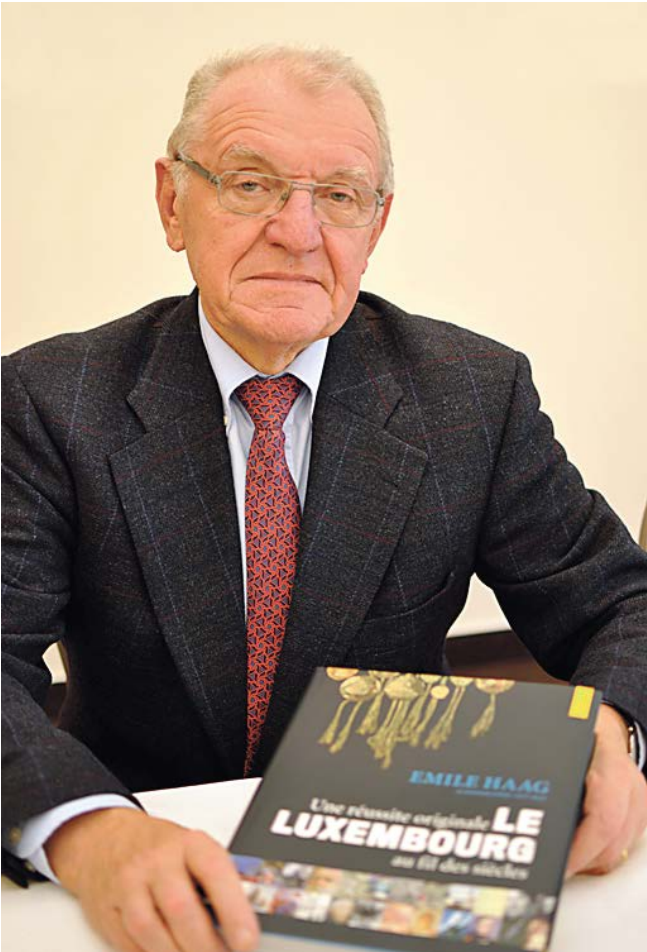
Un arrêt de la Cour de Justice est attendu pour 2012; le cas échéant, des répercussions pour d'autres secteurs sociaux (crèches, centres pour personnes âgées, etc.) ne peuvent pas être exclues.

R.H.

Neuerscheinung

„Une réussite originale“

„Le Luxembourg au fil des siècles“



Buchautor Emile Haag: „Die Geschichte Luxemburgs gründet nicht ausschließlich auf Fakten, sondern bleibt darüber hinaus auch eine Frage der Interpretation“

Foto: Steve Heiliger

In der letzten Ausgabe von „fonction publique“ haben wir ihn noch angekündigt, jetzt ist er auf dem Büchermarkt erhältlich, der über 570 Seiten starke oder 46 Kapitel umfassende Geschichtsband von CGFP-Nationalpräsident Emile Haag. Anhand einer ganzen Reihe von Porträts namhafter Persönlichkeiten lässt der langjährige Geschichtslehrer und Sekundarschuldirektor die Geschichte Luxemburgs auf eine originelle Weise noch einmal aufleben.

„Was einst im Unterricht gut funktioniert hat, hoffe ich nun bei einer größeren Zielgruppe erreichen zu können, nämlich das Interesse für die Geschichte unseres Landes zu fördern“, meinte bei der offiziellen Buchpräsentation in „seiner“ Schule, dem hauptstädtischen Athenäum, Buchautor Emile Haag. In Anlehnung an ein Zitat des schottischen Essayisten und Historikers Carlyle, der mal gemeint habe, die Weltgeschichte sei nichts als die Biographie großer Männer, wolle auch sein Buch die Geschichte Luxemburgs mit ihren unterschiedlichen Facetten anhand von Lebensläufen in Erinnerung rufen.

Anders als in vorangegangenen Veröffentlichungen stehe am Anfang seines Buches nicht etwa die Steinzeit, sondern werde sich mit der Frage beschäftigt, wo Luxemburg heute eigentliche stehe. Die Fragestellung, wie Luxemburg sich „aus dem Nirgendwo heraus“ zu einem unabhängigen Staat entwickeln konnte, der heute an der Spitze zahlreicher internationaler Ver-

gleiche stehe, ziehe sich demnach wie ein roter Faden durch den Geschichtsband.

Interessant auch der Hinweis, dass die Geschichte Luxemburgs zum letzten Mal im Jahre 1989, bei Gelegenheit der Feiern zur 150-jährigen Unabhängigkeit des Landes, ausführlich behandelt worden sei. Seither seien Luxemburg und Europa nicht stehen geblieben, ganz im Gegenteil. Und vor allen Dingen sei eine ganze Generation hinzugekommen, die die Geschichte wiederum anders deute. Denn: Die Geschichte Luxemburgs gründe nicht ausschließlich auf Fakten, sondern bleibe darüber hinaus auch eine Frage der Interpretation.

Unter dem Titel: „Une réussite originale – Le Luxembourg au fil des siècles“ ist der Geschichtsband von Emile Haag ab sofort zum Preis von 63 Euro beim Verleger, den Editions Guy Binsfeld, und in allen führenden Buchhandlungen erhältlich.

s.h.

Titel: „Une réussite originale – Le Luxembourg au fil des siècles“
Format: 205 x 255 mm
Hardcover mit Schutzumschlag
Umfang: 576 Seiten
Mit über 400 teils bisher unveröffentlichten Dokumenten und Fotos
Erhältlich zum Preis von 63 Euro bei den Editions Guy Binsfeld
www.editions-guybinsfeld.lu
und in allen Buchhandlungen
ISBN 978-2-87954-235-5



Votre assurance professionnelle

ASSURANCES MUTUELLES D'EUROPE



AME
wënscht Iech
schéi Feierdeeg an
e gudde Rutsch an
d'Joër 2012.

* CASCO COMPLETE an CASCO PRIVILEGE
Eng komplett Formule fir Iech an Äert Gefier.

AME 

Assurances Mutuelles d'Europe S.A.
7, Boulevard Joseph II
L-1840 LUXEMBOURG

Tél: +352 46 36 40
Fax: +352 46 36 44
Mail: www.ame.lu

www.ame.lu



Différentes faces de la protection du consommateur

Le Centre Européen des Consommateurs du Luxembourg (CEC), dont la tâche consiste principalement à informer, conseiller et assister les consommateurs en cas de litiges transfrontaliers, a récemment célébré son 20^{ème} anniversaire. La CGFP a pu assister à la journée de conférence organisée à cette occasion.

Il était particulièrement intéressant qu'outre les aspects purement juridiques de la protection des consommateurs, les intervenants de la conférence ont aussi abordé la matière d'un point de vue du respect de la nature et du savoir-vivre.

Sans vouloir empiéter sur le terrain des compétences des organismes actifs dans le domaine des droits des consommateurs, nous aimerions partager avec nos lecteurs quelques réflexions au sujet des thèmes qui ont particulièrement retenu notre attention.

La protection du consommateur, est-elle vraiment nécessaire?

La question de la protection du consommateur ne se posait pas pendant très longtemps. En effet, la naissance des droits des consommateurs ne date que des années 1970. Peu à peu, l'idée de la protection de la «partie faible» contre les abus du «tout puissant entrepreneur» a pris une telle importance que certains pays l'ont même inscrit dans leurs constitutions.

En droit européen, le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne consacre à la protection des consommateurs tout un titre et exige des Etats membres que son niveau soit élevé.

Mais cette protection est-elle vraiment nécessaire ou plutôt tendancieuse? Est-ce que le phénomène de la concurrence sur le marché ne serait pas déjà suffisant pour protéger le consommateur, car cette concurrence ne laisserait subsister que les meilleures offres d'un point de vue de qualité, prix et accessoires? C'est en quelque sorte le consommateur qui s'autoprotègerait en faisant son choix. C'est d'ailleurs de cette manière qu'a fonctionné le marché pendant des siècles. Le système s'est démontré toutefois défectueux en ce que l'élimination successive des concurrents a toujours mené au monopole et à la formation de cartels, cas de figure contraires à l'intérêt des consommateurs.

Mais même à assurer l'existence d'une concurrence effective sur le marché, elle ne suffira toujours pas pour garantir le niveau adéquat de la protection. Le consommateur étant la «partie faible», puisque mal informé et techniquement inférieur, dans le rapport avec le professionnel, ce dernier aura toujours la tendance (et la pratique le démontre) à s'en servir.

C'est ainsi que face aux biens et modes de production de plus en plus sophistiqués, face au marché globalisé et aux aspects transfrontaliers de la consommation, face, enfin, aux problèmes que tout ceci génère (questions de la juridiction compétente, du droit applicable, du délai de rétractation, etc.), les règles spécifiques sont devenues indispensables. La protection spécifique du consommateur semble donc être une nécessité incontestable.

Les sacro-saints droits des consommateurs, sont-ils justifiés?

Aujourd'hui, la protection du consommateur est une chose acquise de sorte qu'elle peut paraître comme un droit sacré, vu notamment son noble objectif.

Mais cet apparent caractère sacro-saint est actuellement remis en cause. Le consommateur, enclin à consommer de plus en plus grâce à ses droits renforcés et élargis, nuit à l'environnement. Faut-il alors protéger celui qui détruit en fin de compte?

La protection de l'environnement est inscrite dans le Traité sur le Fonction-

nement de l'Union Européenne¹, dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE² et dans notre Constitution⁴. Dans l'ordre juridique national, elle a donc une valeur suprême, ce que n'est guère étonnant. L'impératif de la protection de la nature est incontestablement bien plus fort, car il en va de la santé, voire de l'existence même de l'être humain, alors que la protection des consommateurs tend vers une meilleure satisfaction de ses besoins courants.

Certains auteurs se sont demandés si une moindre protection n'allait pas inciter à consommer moins⁴?

Face au foisonnement de la marchandise, cette solution n'aurait certainement pas beaucoup d'effet sur l'ampleur de la consommation. Elle ne serait d'ailleurs jamais mise en œuvre car elle trahirait notre conception du développement selon laquelle l'amélioration de notre condition se traduit par l'accroissement du volume de ce qu'on possède. Sous l'emprise de cette conception notre train de vie s'accélère sans cesse. Pour avancer, le progrès nous pousse à consommer davantage.

Il faut reconnaître qu'entre temps, la face de la protection des consommateurs a changé. Si tout au début ce domaine juridique était véhiculé par les considérations d'ordre étique, aujourd'hui, il est plutôt animé par l'objectif de la croissance économique. On nous protège pour nous faciliter la consommation. Cela dit, la marche arrière n'est pas possible.

Devrait-on en conclure que les deux domaines de protection sont voués à persister en état permanent de guerre?

Consommation et environnement: un éternel conflit?

Le conflit ne perdurera que si la consommation reste non consciencieuse⁵. En revanche, si le consommateur modifie son attitude, une conciliation est envisageable. D'ailleurs, au regard de toutes les campagnes environnementales, ce changement d'atti-

tude lui est presque imposé, ceci dans son propre intérêt.

Puisque le fait d'arrêter de protéger le consommateur ne saura pas remédier à l'environnement, voire au contraire, il ne reste qu'à concilier leurs intérêts respectifs.

Cette conciliation devrait se traduire par la mise en œuvre des «politique législative prônant une consommation durable» et «politique d'éco-consommation»⁶, ce qui d'ailleurs doterait la consommation elle-même d'une conscience qu'elle n'a pas *a priori*.

Ainsi, par exemple, dans l'intérêt aussi bien de l'environnement que du consommateur, l'on devrait lutter contre l'obsolescence programmée des biens et l'extension du délai de garanties et d'action leur attachées. On devrait exiger l'information environnementale négative, dont l'absence serait sanctionnée sur le terrain du droit de la consommation, ainsi qu'en droit pénal. Ces mesures ne sont pas limitatives.

Vers une meilleure mise en œuvre des droits des consommateurs

La sophistication des produits et la globalisation du marché amènent les autorités de régulation à imposer de nouvelles exigences et à élaborer des règles de plus en plus complètes et prévoyantes. C'est ainsi par exemple qu'une future directive européenne imposera une obligation d'information claire et un délai de rétractation plus adapté⁷, ceci étant donné notamment la particularité de certains produits (technicité) et contrats (contrats à distance).

Le chantier n'est toutefois pas encore fini car il reste encore beaucoup à faire, et notamment dans le domaine du contentieux, où les moyens d'action disponibles pour le consommateur restent encore très réduits.

Dans l'hypothèse du litige, le consommateur doit souvent se heurter à un accès à la justice difficile et onéreux, un obstacle récurrent à la mise en œuvre de ses droits. Or il est communément admis qu'un droit ne vaut rien s'il ne peut pas être exercé. Quoi que cette opinion doive être nuancée en la matière, car l'essentiel de la protection des consommateurs réside dans la prévention.

Dans le domaine du contentieux, le Parlement européen et le Conseil ont arrêté, le 21 mai 2008, la directive sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale⁸, actuellement en voie de transposition au Luxembourg⁹.

La médiation est une procédure selon laquelle «deux ou plusieurs parties à un litige tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide

d'un médiateur»¹⁰. La médiation peut intervenir dans les domaines civil et commercial et peut être initiée par une partie, ordonnée par une juridiction ou prescrite par le droit national. Ce qui est particulièrement utile à savoir, c'est que l'accord sur la médiation (un écrit que les parties auront arrêté à l'issue de la médiation) pourra être rendu exécutoire via le tribunal ou une autorité compétente¹¹. Un avocat peut être médiateur; ses honoraires à ce titre seront pris en charge par l'Etat de la même façon que dans une assistance judiciaire.

Cette mesure serait une importante avancée dans le règlement des litiges en matière des droits des consommateurs.

Toujours est-il que la meilleure manière de protéger le consommateur est de l'aider à éviter la situation de conflit. Il s'agit surtout de l'information claire et exhaustive, d'un délai de rétractation, d'une possibilité d'exécution forcée du contrat facilement accessible, bref, de toutes ces mesures aptes à lui permettre de prendre d'emblée la bonne décision.


Les associations en matière des droits des consommateurs en sont un bon outil, car, malgré leur champ d'action encore assez réduit en matière de contentieux, ce sont elles qui servent de source d'information pour l'adaptation des règles de protection les mieux appropriées.

* * *

Tout bien réfléchi, il semble que la meilleure protection, une protection qui respecte le monde dans lequel l'on vit et empêche de se faire conditionner son comportement, est l'œuvre du chacun et de sa propre conscience. En modérant ses exigences de la diversification, en arrêtant de courir toujours après le meilleur, en développant sa propre personnalité sans se comparer avec son entourage, l'on peut retrouver l'équilibre naturel et existentiel, l'on évite l'effet du tapis roulant qui nous éloigne de la recherche du vrai bonheur dont la valeur essentielle est le temps pour soi-même et pour ceux qu'on aime.

A.C.

¹ Article 11 TFUE
² Article 37 CDFUE
³ Article 11bis Constitution
⁴ Elise POILLOT, Comment concilier en droit protection du consommateur et protection de l'environnement
⁵ *idem*
⁶ *idem*
⁷ Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux droits des consommateurs
⁸ Directive 2008/52/CE
⁹ Projet de loi n°6272 prémentionné
¹⁰ Article 3, a) Directive 2008/52/CE
¹¹ Article 6 Directive 2008/52/CE



L'ULC: 50 ans au service des consommateurs!

Pour plus d'informations
Contactez-nous par
téléphone 49 60 22-1
ou visitez
www.ulc.lu

N'hésitez pas et devenez encore membre aujourd'hui en renvoyant ce formulaire à:

ULC
55, rue des bruyères
L-1274 Howald

Affiliation famille (50€/an)

Nom / Prénom

Rue, N°

Code Postal, Localité

N° de téléphone

E-mail

Date Signature

BHW Bausparkasse • Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement
AME-Versicherungen • Kooperationspartner CGFP

Sondersprechtage bis 29. Dezember

*Informieren Sie sich jetzt
und nutzen Sie noch schnell die Vorteile des BHW/CGFP-Bausparens und
des AME/CGFP-Versicherungsangebots für das laufende Steuerjahr!*

Ein Leben im eigenen Haus, in der eigenen Wohnung, gut abgesichert – das muss nicht länger ein Traum bleiben. Wie bereits so vielen Menschen kann ein Bausparvertrag auch Ihnen bei der Erfüllung Ihrer Wünsche helfen.

Den ersten Schritt sollten Sie am besten gleich tun: zum Beispiel sich über die Vorteile eines **BHW-Bausparvertrags** oder **Sofortkredits** sowie der **AME-Versicherungen** informieren. Wenn Sie dies noch vor Jahresende tun, haben Sie die Möglichkeit, die Steuervorteile für das Jahr 2011 voll zu nutzen.

Nach dem großen Erfolg der Sondersprechtage im vergangenen Jahr laden die **Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement**, die **BHW Bausparkasse** und die **AME-Versicherungen** auch in diesem Jahr alle Interessierten zu einem unverbindlichen Beratungsgespräch ein, und zwar an folgenden Tagen:

- ▶ *bis 29. Dezember jeden Dienstag und Donnerstag
zwischen 17 und 19 Uhr*
- ▶ *am Samstag, dem 17. Dezember, von 9 bis 13 Uhr*

am Sitz der

Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement /
BHW Bausparkasse AG Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg

BITTE RESERVIEREN SIE IHREN BERATUNGSTERMIN: CGFP-TEL. 47 36 51

Rufen Sie noch heute an und nutzen Sie die Steuervorteile des Bausparens und der Zusatzpensionsversicherung für das Jahr 2011. Kompetente Bausparberater, Kreditvermittler und Versicherungsexperten stehen zu Ihrer Verfügung!



Eine Service-Leistung der CGFP

Kinderbetreuungsangebot der CGFP kurz vor der Erweiterung

Seit nunmehr bereits 16 Jahren bietet die CGFP Staatsbediensteten mit dem „Kaweechelchen“ auf Belair eine professionell geführte Auffangstruktur für ihre Kinder. Nun soll das Kinderbetreuungsangebot von CGFP-Services um zwei zusätzliche Häuser erweitert werden.



„Année 2011: Le Gouvernement s’engage à réaliser les mesures suivantes:

- Création de deux crèches / garderies supplémentaires au profit du personnel de l’Etat gérées par CGFP-Services (...)

Das am vergangenen 15. Juli von der CGFP mit der Regierung abgeschlossene Besoldungsabkommen ist also eindeutig: In Kürze sollen die Rahmenbedingungen zur Einrichtung von zwei zusätzlichen, von CGFP-Services zu verwaltenden Kindertagesstätten geschaffen werden. Während die Detailfragen zurzeit in intensiven Gesprächen mit den dafür zuständigen Ministerien geklärt werden, möchte „fonction publique“ die Erweiterung des CGFP-Angebotes in Sachen Kinderbetreuung nutzen, um die bereits bestehende CGFP-Einrichtung kurz vorzustellen.

Familie und Beruf sinnvoll miteinander verbinden zu können, war und ist auch heute noch immer das Ziel der nunmehr bereits vor 16 Jahren gegründeten CGFP-eigenen Kindertagesstätte „Kaweechelchen“ mit Sitz auf Belair. Bis zu 44 Kinder leben hier tagsüber zusammen. Sie basteln, turnen, singen, tanzen und malen. „Die Kinder sollen sich bei uns rundum wohlfühlen“, bringt die Direktionsbeauftragte Renée Groff die Sache in nur einem Satz auf den Punkt. „In familienähnlicher Atmosphäre sollen die Kinder betreut werden und soziale Verantwortung erlernen“.



Wohlfühlen kann man sich hier allemal. Mit viel Liebe zum Detail wurde das auf Nr. 36 an der hauptstädtischen Rue J.-B. Esch gelegene Gebäude seinerzeit kindergerecht hergerichtet und im Laufe der Jahre immer wieder auf den neuesten Stand gebracht. Kindertagesstätten haben in der Tat einen wichtigen Betreuungs- und Erziehungsauftrag und müssen alleine schon deshalb hohen fachlichen und organisatorischen Standards entsprechen, um Kindern eine optimale Förderung zu gewährleisten. „Wir möchten den Kindern in einem Wohlfühlambiente den Entwicklungsspielraum bieten, den sie in ihrem jeweiligen Alter brauchen“, erklärt Renée Groff. Entsprechend den Erwartungen seien die Räume der Kindertagesstätte „Kaweechelchen“ bereits bei ihrer Konzipierung unter Berücksichtigung der geltenden Bestimmungen entworfen und über die Jahre immer wieder angepasst worden.

Dass dies auf bemerkenswerte Art und Weise gelungen ist, stellt der außenstehende Beobachter bei einem Besuch auf Belair fest: Die Räumlichkeiten sind groß, hell und einladend und bieten den Kindern viel Platz für diverse Aktivitäten. In einem gut durchdachten Betreuungskonzept sollen Beruf und Familie, wie oben erwähnt, durch flexible Betreuungsformen vereinbar gemacht werden. Ebenso soll den Kindern frühzeitig ein reichhaltiges Anregungs- und Förderangebot zugänglich sein. Denn die Kinder in jungem Alter sind wissbegierig, sie entdecken und lernen spielerisch neue Dinge, die in späten Jahren kein Kinderspiel mehr sind.

Eine allseits anerkannte Einrichtung

Was am 29. Mai 1995, vor gut 16 Jahren also, auf Belair mit gerade mal sechs Kindern recht bescheiden begann, hat sich im Laufe der Zeit zu einer Art Großfamilie mit derzeit 44 kleinen Gästen und neun diplomierten Betreuerinnen, die sich sieben Vollzeitstellen teilen, sowie einer Kinderkrankenschwester entwickelt. Heute ist das Haus „Kaweechelchen“

eine allseits anerkannte Einrichtung. Die Alterspyramide reicht von gerade mal drei Monaten bis zu vier Jahren. Eines haben die Kleinen allesamt gemein: „Ein Elternteil muss im öffentlichen Dienst beschäftigt sein“, erklärt Renée Groff ein Aufnahmekriterium. Auffallend sei die Tatsache, dass vor allem die Kleinsten unter den Kleinen viel weniger Schwierigkeiten haben, sich von ihren Eltern zu trennen. Hier betrage die Eingewöhnungsphase gerade mal ein paar Tage, während die Größeren schon mal ein paar Monate brauchen, bevor sie voll integriert seien.

Neben den beiden Direktionsbeauftragten Renée Groff und Eliane Jeitz sowie den Betreuerinnen zählt ein ausgebildeter Koch zum fest angestellten Personal des Hauses. Renée Groff legt großen Wert darauf, dass sämtliche Gerichte in der hauseigenen Küche frisch zubereitet werden. Dies erlaube es, den unterschiedlichen Bedürfnissen der verschiedenen Altersgruppen vollends gerecht zu werden. Dabei würden auch medizinische Auflagen wie die Verabreichung von speziellen Mahlzeiten bei Allergikern genauestens beachtet.

Aufgeteilt sind die kleinen Besucher in drei verschiedene Altersgruppen, die sich auch auf verschiedenen, in unterschiedlichen Farben gehaltenen Stockwerken im Hause wiederfinden. Der Tagesablauf ist der jeweiligen Altersgruppe angepasst. Ein großer Garten mit Kinderspielplatz ermöglicht es während der wärmeren Jahreszeit, gemeinsame Aktivitäten im Freien zu organisieren.

Erwähnt sei, dass seit der Einführung der sogenannten „chèques-services“ diese Form der Betreuungsfinanzierung auch im „Kaweechelchen“ voll zulässig ist. In diesem Falle sind die drei ersten Betreuungsstunden pro Woche kostenlos. Bis zur 24. Stunde zahlen die Eltern unter Berücksichtigung ihres Einkommens zwischen 0,50 und 3 Euro die Stunde, ab der 25. Stunde kann der Stundentarif zwischen 0,50 und 7,50 Euro variieren. An dieser Stelle darf zumindest die Frage gestellt werden, inwiefern die bei der Zuteilung der „chèques-services“ erfolgte Berechnung der Eigenbeteiligung dem Gerechtigkeitsprinzip

entspricht. Sind die Eltern nämlich verheiratet bzw. leben sie in einer Partnerschaft, werden beide Einkommen (sofern beide Elternteile ein Einkommen beziehen) berücksichtigt. Leben die Eltern jedoch zusammen, ohne verheiratet oder „gepaxt“ zu sein, wird zur Berechnung der Eigenbeteiligung lediglich ein Gehalt in Betracht gezogen.

Pädagogisch sinnvoll

Eines weiß die Leiterin des „Kaweechelchen“ aber auch: Nicht weniger wichtig als das Verhältnis zu den Kindern sind die Beziehungen zu deren Eltern. „Die Beziehung und die Zusammenarbeit mit ihnen ist ein wichtiges Kriterium für ein sinnvolles pädagogisches Handeln“, sagt sie. Im Sinne eines partnerschaftlichen Verhältnisses finden laufend individuelle Elterngespräche statt.



Eines freut die Betreuerinnen des „Kaweechelchen“ immer wieder ganz besonders, und zwar „wenn heute noch frühere Zöglinge von uns auf einen Sprung vorbei kommen“. „Die ersten Kinder, die bei uns waren, sind heute fast 17, sie stehen kurz vor dem Abitur“, scherzt Renée Groff. „Manche von ihnen besuchen uns heute noch regelmäßig. Wir freuen uns jedes Mal auf ein Wiedersehen mit ihnen“.

s.h.

Fotos: Steve Heiliger



Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement
à chaque niveau

Partout au Luxembourg !
Esthétique et discret !
Fabrication Thyssen !

Information :
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.
Z.A. Weiergewan
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

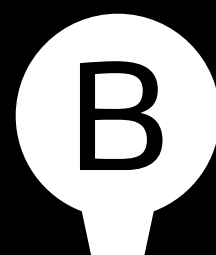
Tél. : 40 08 96
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

CGFP

Visitez notre site Internet:
www.cgfp.lu



IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

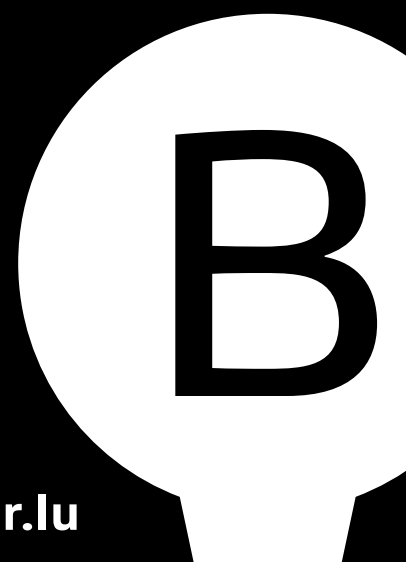


ESTIMATION (onverbindlech)
a VENTE vun Ärem Haus,
Appartement oder Terrain

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99
dan.watgen@b-immobilier.lu

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88
marc.rauchs@b-immobilier.lu

www.b-immobilier.lu



La Nouvelle Télé des P&T

Simplement géniale



La Télé des P&T | La télé qui s'adapte à votre vie.



Division des Télécommunications - L-2999 Luxembourg - Téléphone gratuit : 8002 8888 - www.tele.lu

ec+ P&TLuxembourg : acteur du développement durable.

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A WIETOR
VIANDES EN GROS

www.wietor.lu


19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu












Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires,
n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.

 **BGL
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change **bgl.lu**

LINEHEART CITY


Premium Reseller

Nouveau. Plus rapide. Essayez le MacBook Air.
Exigez tout d'un portable qui ne pèse presque rien.

Avec le processeur Intel Core i5 nouvelle génération et la technologie E/S Thunderbolt pour des transferts de données fulgurants, le nouveau MacBook Air gagne encore en puissance. Porté à son summum, le portable de tous les jours est disponible en modèles 11 et 13 pouces et intègre un clavier rétroéclairé complet, un stockage 100 % flash, une batterie longue durée ainsi qu'OS X Lion, la dernière version du système d'exploitation d'ordinateur le plus avancé au monde. Le tout, sous une coque unibody en aluminium ultra-résistante. Passez chez LINEHEART CITY et découvrez le plus fin et le plus léger des portables Mac.



Nouveau MacBook Air 13 pouces



Nouveau MacBook Air 11 pouces

www.lineheart.lu

Leudelange Z. A. am Bann tél 44 68 44 - 1	Luxembourg-Ville Grand-Rue tél 44 68 44 - 500	Esch/Alzette Rue de l'Alzette tél 44 68 44 - 600	City Concorde Bertrange tél 44 68 44 - 700	Galerie Auchan Kirchberg tél 44 68 44 - 800
--	--	---	---	--

TM et © 2011 Apple Inc. Tous droits réservés.

Postes vacants

Ministère du Tourisme

Le **ministère du Tourisme** se propose d'engager à plein temps pour un contrat à durée déterminée de 3 mois dans la carrière de l'employé privé

un coordinateur de l'animation touristique régionale (m/f)

pour l'Entente touristique du Sud asbl à Esch-sur-Alzette.

Missions

- assister et conseiller les Administrations communales et les Syndicats d'initiative en matière touristique;
- collaborer avec les acteurs publics et privés tant nationaux que régionaux œuvrant dans le domaine du tourisme;
- accompagner le processus de mise en place d'un Office Régional du Tourisme;
- organiser et effectuer des visites guidées;
- participer à des foires touristiques à l'étranger.

Profil

- certificat de fin d'études secondaires ou équivalent, ou, à défaut, formation ou expérience pratique dans le domaine du tourisme;
- autonomie, sens de la responsabilité et de l'organisation;
- flexibilité et disponibilité;
- connaissance du français, de l'allemand, de l'anglais et du luxembourgeois;
- permis de conduire.

Les candidatures écrites sont à adresser au **ministère du Tourisme, B.P. 86, L-2937 Luxembourg** pour le **23 décembre 2011 au plus tard**.

Elles seront accompagnées des pièces suivantes:

- un extrait récent du casier judiciaire;
- un curriculum vitae détaillé avec une photo récente;
- une copie du (des) diplôme(s).

Conseil de la concurrence

Appel à candidature en vue de la composition du Conseil de la Concurrence

4 postes de conseillers (m/f) dont un Président (m/f)

5 postes de conseiller suppléant (m/f)

Il est porté à la connaissance des candidat(e)s intéressé(e)s que *quatre postes de conseiller (m/f) et 5 postes de conseiller suppléant (m/f)* sont à pourvoir au sein du Conseil de la concurrence, autorité administrative indépendante, tel qu'institué par la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence. Le Président du Conseil sera choisi parmi les quatre conseillers.

Le Conseil de la Concurrence est chargé d'appliquer la loi relative à la concurrence et les articles 101 et 102 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. (La loi est publiée au Mémorial A N° 218 du 28 octobre 2011, page 3755; le statut des conseillers est précisé à l'article 9).

Un conseiller et un conseiller suppléant doivent relever de la magistrature.

Les 4 conseillers effectifs, dont le Président, qui occuperont un poste à temps plein, ainsi que les 5 conseillers suppléants sont nommés pour une période de 7 ans renouvelable.

Profil

Pour être nommé conseiller du Conseil de la concurrence ou conseiller suppléant, le/la candidat(e) doit être détenteur d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet d'études accompli avec succès en droit ou en sciences économiques.

Les demandes accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser en original au:

Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
À l'attention de Madame Elisabeth Mannes-Kieffer
19-21, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

La date limite pour l'introduction des demandes est fixée au **22 décembre 2011**.

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00€ (retraités/veuves: 35,00€), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



NE SOYEZ PAS LE DERNIER À CHANGER D'ÉPOQUE.



TWIZY
DISPONIBLE AU PRINTEMPS 2012



ZOE
DISPONIBLE À L'AUTOMNE 2012



KANGOO EXPRESS Z.E.
DISPONIBLE EN JANVIER 2012



FLUENCE Z.E.
DISPONIBLE EN JANVIER 2012

RESERVEZ VOTRE ESSAI SUR WWW.RENAULT.LU



RENAULT
ZE

**CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE**





Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

